

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

État voyou ?

Ils le sont tous !

Le « droit d'ingérence », un outil pour l'impérialisme

Le capitalisme globalisé géniteur de la guerre

Au Chiapas, les zapatistes résistent au nouvel ordre mondial



2€

ISSN 0026-9433

« Un individu est un libre penseur quand il pense a posteriori, après examen en partant toujours des connaissances physiques. Dans le cas contraire, nous l'appelons abruti. »

Anonyme

hebdo n° 1308

du 20 au 26 février 2003

Sommaire

- le **droit d'ingérence** érigé comme prétexte guerrier, par P. Pelletier, page 3
- Les **perles** médiatiques relevées par Frédo Ladrissé, page 5
- Contre la maltraitance institutionnelle des **demandeurs d'asile** en Belgique, page 5
- Les travailleurs CNT de **l'éducation** annoncent la naissance de leur revue fédérale, page 6
- La **CNT Poste** nous dresse un état des lieux, page 6
- À Besançon, **lycéens, éducateurs et surveillants** fédèrent leurs luttes, page 7
- La Mairie de Paris a « sauvé » le gymnase Jappy des **sans-papiers**, par P. Schindler, page 7
- Licenciements et **répression antisyndicale** par une librairie montreuilloise, Maxi-Livres, page 8



La lutte des travailleurs d'Ozarow en **Pologne**, page 9

Claude Guillon en guerre contre la guerre revient en deuxième semaine, page 10

Chiapas : entretien avec Jérôme Baschet, page 12

Une entreprise de confiance : **Le Crédit agricole**, page 14

La rubrique **en vrac** d'André Sulfide, page 15

En 1917, **Louis Lecoin** devant le conseil de guerre pour insoumission, page 16

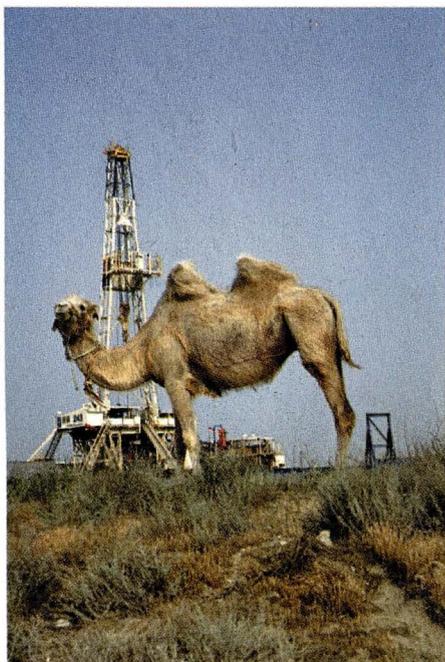
Un lecteur nous écrit à propos de Bové et Riesel, page 17

Les **intellectuels anarchistes** existent, Ronald Creagh nous en parle, page 18

Caserio sur scène à Paris, page 19

Agenda, page 22

Radio libertaire, l'histoire du A cerclé, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

| Tarifs (hors série inclus) | France * (+ DOM TOM) | Sous pli fermé * France | Étranger ** |
|-------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 3 mois 13 n ^{os} | <input type="radio"/> 20 € | <input type="radio"/> 32 € | <input type="radio"/> 27 € |
| 6 mois 25 n ^{os} | <input type="radio"/> 38 € | <input type="radio"/> 61 € | <input type="radio"/> 46 € |
| 1 an 45 n ^{os} | <input type="radio"/> 61 € | <input type="radio"/> 99 € | <input type="radio"/> 77 € |
| Abonnement de soutien | <input type="radio"/> 76 € | | |

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 20 au 26 février 2003



ON PEUT SE DEMANDER, au bout du bout du compte, si les manifestations du week-end dernier, légitimement et sincèrement pacifistes, et qui ont rassemblé les plus grandes foules depuis le printemps dernier, n'ont finalement servi qu'à légitimer le pouvoir en place. Il fallait entendre sur les radios les recommandations aux automobilistes pour éviter les rentrées dans les grandes villes à l'heure des rassemblements.

Mais des milliers de manifestants sont descendus dans la rue et ce sont bien les spécificités libertaires, antimilitarisme, pacifisme, refus de la guerre, qui étaient en filigrane derrière toutes ces bonnes volontés. Nous n'aurons pas l'immense culot de dire que le demi million de manifestants était prêt à adhérer sans tarder à la Fédération anarchiste, mais il reste que nous avons notre place, notre vraie place dans ce combat.

Et nous devons marquer et marteler notre différence. Il importe de dénoncer les raisons pour lesquelles l'axe franco-allemand se découvre subitement des vertus humanitaires. Peu lui importe de sauver des vies humaines, peu lui importe que le sanglant Saddam puisse être au pouvoir ou pas. Cette guerre ne sera pas seulement celle du pétrole mais aussi celle de l'hégémonie. Celle de l'affirmation ou de la réaffirmation de la puissance américaine pas seulement en terme militaire mais aussi en termes économiques et culturelles. L'émergence de l'Europe, son début d'unification monétaire et politique commence à faire de l'ombre aux States. Les États-Unis ont tout à perdre de faire une guerre seuls. Les nations européennes ont tout à ramasser.

Répetons-le, nous ne sommes pas militants par plaisir mais par nécessité. Les cruautés économiques, les inégalités sociales doivent être combattues d'arrache-pied. La nouvelle guerre impérialiste qui se prépare n'est qu'une illustration parmi d'autre de ce que sont capables les États, les nations, tout ce qu'on voudra pour survivre sur notre dos. C'est à l'heure de l'internationalisme vivant que doit se préparer la révolution sociale et libertaire. Car cette fois ci c'est notre survie qui est en jeu.

Saddam, Bush, Blair foutez-nous la paix, vite, et allez mourir !

Clonage

La petite Dolly a été euthanasiée; une de perdue, dix de trouvées !

Le « droit d'ingérence », et voilà le résultat encore la guerre !

Philippe Pelletier

DEPUIS UNE DOUZAINNE D'ANNÉES, depuis l'effondrement de l'empire soviétique en fait, le principe du « droit d'ingérence » est proclamé par des personnalités et des groupes qui ratissent large: les gouvernements occidentaux, les intellectuels autoproclamés de « l'humanitaire », les lobbies écolo-humanitaires, les bonnes âmes sociales-démocrates. Une fois que les statues de Lénine ont été déboulonnées en Russie ou ailleurs, les opérations d'ingérence se sont multipliées au nom du droit international: Koweït (1991), Somalie (1992), ex-Yougoslavie (1995), Kosovo (1999), Afghanistan (2002).

De la même façon que nous n'étions pas dupes de l'aide américaine au gouvernement du Sud-Vietnam ou de l'aide soviétique au gouvernement afghan, puis de l'aide américaine aux talibans pakistano-afghans, nous nous sommes toujours opposés à cette ingérence. La nouveauté, c'est que la puissance dominante et concernée cherche à impliquer le maximum de pays dans ses intérêts. Le droit international vise autant à convaincre les opinions publiques occidentales qu'à réguler les rapports entre États à l'intérieur des coalitions. Les arguments humanitaires (la faim, l'oppression, etc.) masquent en réalité les intérêts géopolitiques et économiques des États et de leurs firmes transnationales. Ils occultent les responsabilités des États et des grandes entreprises dans la dégradation des situations qu'ils prétendent améliorer. On ne peut pas éditer des Corans en série ou financer les madrasas, et ensuite se plaindre que les talibans sont trop méchants. On ne peut pas livrer des produits chimiques ou nucléaires, avec leur technologie, à Saddam Hussein, et ensuite se plaindre qu'il s'en sert.

Le prétendu remède de l'ingérence et de l'intervention – militaires, bien entendu – s'avère souvent aussi néfaste que le « mal »: la guerre civile en Somalie ou en Afghanistan, avec la destruction des quelques infrastructures; la relance de la culture du pavot en Afghanistan, l'éparpillement des mines anti-personnel qui condamnent le moindre berger à être un éclopé en puissance; le démembre-

ment ethnique et la misère économique en ex-Yougoslavie, où la situation ne s'est améliorée que par la lutte des Serbes eux-mêmes contre Milosevic et le dégommeage des ultranationalistes révisionnistes à la Tadjman en Croatie, etc.

Toute politique d'ingérence favorise l'hyperpuissance américaine qui dispose du premier budget militaire au monde, soit 40 % des dépenses militaires mondiales, le double environ du budget militaire des pays européens membres de l'Otan, un milliard de dollars dépensé chaque jour pour l'armée, c'est-à-dire l'équivalent du PIB annuel du Burkina Faso. Et ce budget est en hausse, W. Bush a fait retirer les États-Unis du traité ABM, un mince accord qui prévoyait un zeste de désarmement.

Après l'acceptation du « principe d'ingérence » par les opinions publiques occidentales, le monde en arrive maintenant à un cran supplémentaire, encore plus dangereux. Les conséquences d'une guerre en Irak sont incalculables. Outre le pétrole du Moyen-Orient qui passera définitivement aux mains des déjà puissantes compagnies pétrolières américaines, la réaction des populations arabomusulmanes risque de se durcir, partout. Les dirigeants américains n'ont tiré aucune leçon des attentats du 11 septembre 2001. Bien que leurs radars et leurs systèmes de défense hypersophistiqués aient été incapables de parer l'action terroriste, ils relancent la « guerre des étoiles » (IDS). Bien que leur politique en Palestine et en Israël soit catastrophique, ils la durcissent. Ils ont trouvé dans leur Frankenstein Ben Laden le miroir de leur obsession de puissance, avec son vernis idéologique hurlant « God bless America » ou « Allah akbar ».

Une autre solidarité entre les peuples

Bien sûr, jamais il ne fut question, pour nous, de défendre des dictateurs (Hussein, Milosevic, les talibans, etc.) ou de renoncer à la solidarité internationale. Mais nous concevons cette solidarité autrement: aider les forces autogestionnaires des pays opprimés, accueillir

suite page 4

le « droit d'ingérence », et voilà le résultat

encore la guerre !

suite de la page 3



À Lyon, 20 000 manifestants (article page 24)

1^{er} février

Succès mondial

Des millions de manifestants contre la guerre dans le monde entier. Hélas, la France, en particulier Paris, s'est distinguée par la relativement faible mobilisation de ses habitants: seulement quelques centaines de milliers de pacifistes affichés. Les vacances, sans doute...

200 000 à Paris



leurs exilés, déserteurs et insoumis. Pousser les États à lâcher les dictateurs (arrêt de l'aide politique, des ventes d'armes, des crédits). Lutter, ici, en France, contre ceux qui sont à l'origine de ces oppressions ou qui alimentent les conflits: les fabricants et exportateurs d'armes, de centrales et de bombes nucléaires; les multinationales du pétrole qui s'acoquinent avec les dictateurs pour pomper l'or noir (Algérie, Arabie, Gabon, Birmanie, Asie centrale, etc.), qui souillent les plages sans bourse délier mais qui trouvent le fric pour corrompre les intermédiaires; les politiciens qui couvrent ou organisent tous ces trafics, et qui sortent indemnes de leur magouille, comme le confirme l'affaire Dumas-Elf où l'on retrouve tous les ingrédients du cocktail nauséabond (pétrole, armes, trafic, magouilles): ces truands de haut vol, de gauche ou de droite, viennent d'ailleurs d'être exonérés par la justice française qui préfère s'attaquer aux voleurs de mobylette.

L'ingérence est partout, celle du plus fort. La société policière s'élargit à l'international: les gyrophares, les uniformes bleu horizon et les descentes de police avalisent, légitimement, cautionnent d'avance auprès des citoyens, les opérations militaires internationales sous les uniformes kaki pour le pétrole (Moyen-Orient, Asie centrale) ou le cacao (Côte d'Ivoire), tandis que les paradis fiscaux rotent tranquillement de prospérité... Quelques dissidents de la galaxie football évoquent-ils le fait que l'équipe de Monaco serait financée par la maffia russe? Ces empêcheurs de tourner le ballon en rond reçoivent gentiment un carton jaune et sont priés de ne pas détourner le bon peuple de son gavage quasi quotidien. Il n'y aura pas de résolution de l'Onu contre Monaco, les GI's ne seront pas parachutés sur le Rocher pour rétablir la démocratie, et les princesses ne seront pas déferées menottes aux poignets auprès du Tribunal pénal international pour complicité dans la finance plus ou moins occulte. Ouf, le paradis fiscal peut vivre tranquille!

Quelle intervention pour quelle libération ?

En 1936, déjà, les révolutionnaires espagnols disaient à la classe ouvrière des autres pays: « Aidez-nous en vous battant dans votre pays contre le capitalisme et l'État. En les faisant reculer, vous augmenterez votre liberté et la nôtre. » Les staliniens de l'époque ont préféré envoyer les Brigades internationales qui furent héroïques, certes, romantiques en diable, mais qui ont contribué à imposer la main de fer stalinienne sur les libertaires et les anti-staliniens. Aide-toi

et le monde t'aidera. L'émancipation des travailleurs et des peuples sera l'œuvre des travailleurs et des peuples eux-mêmes. Ces principes ne sont pas creux! Au contraire, ils évitent tout autoritarisme qui, venu de l'intérieur ou de l'extérieur, aboutit inévitablement à vider toute libération de sa substance. Car la libération ne s'impose pas, elle se fait.

La solidarité ne s'impose pas non plus, elle se construit. Éradiquer les plants de pavot sans promouvoir des cultures alternatives et un débouché correspondant, c'est du pipeau. Dire au caïd machiste de banlieue: « Ce n'est pas bien ce que tu fais », sans lui donner, à lui et à son quartier, les moyens d'une autre vie, c'est foutu d'avance. Déresponsabiliser les uns et les autres, en clamant que « c'est la faute à pas de chance » ou « c'est la faute à la société », c'est oublier que la société, c'est nous, c'est s'en remettre aux puissants pour tenter de trouver une solution, c'est demander à l'Onu qui ne se bouge pas pour les Palestiniens, les Kurdes et les Tchétchènes de faire ce qu'elle ne peut ou ne veut pas faire.

Depuis l'effondrement de l'empire soviétique, le prétendu « droit d'ingérence » ne sert qu'au redéploiement géopolitique du capitalisme libéral dirigé par les États-Unis. L'argument idéologique de la lutte anticommuniste ayant disparu, les experts du Pentagone nous ont fabriqué du « choc des civilisations »: diviser pour régner, la vieille recette est accommodée à une nouvelle sauce. Leurs marionnettes devenues des Frankenstein, les Saddam Hussein, Ben Laden et consorts, sont recyclées en repoussoir. Le « combat pour la liberté », la « lutte éthique contre les dictatures », qui seraient enfin possibles comme nous l'assurent Madelin et compagnie, ne sont que des prétextes hypocrites. Les masques tombent. Les sacs de riz envoyés en Somalie sont remplacés par les bombes à fragmentation larguées en Afghanistan.

La prétendue « communauté internationale » n'est qu'un club plus ou moins coopté de dirigeants défendant avant tout leurs intérêts et leur pouvoir. Le droit international qu'elle prétend élaborer est brandi quand cela arrange (Koweït, Irak, etc.), bafoué dans de nombreux cas (Israël, par exemple) ou inopérant (la séculaire revendication du Kurdistan, la Tchétchénie, le génocide du Rwanda, etc.). Nous nous sommes toujours opposés au prétendu « droit d'ingérence » sans avoir été bien compris. Aujourd'hui, on constate les dégâts de cette dérive géopolitico-humanitaire: la guerre qui se veut globale!

P. P.

Quand l'autruche éternue...

La Bonne Nouvelle

« La retraite, c'est une bonne nouvelle. C'est de la vie en plus de la vie » (Raffy).

Ô prophète du Bas-Poitou, toi qui sais tout, dis-nous: y a-t-il une vie avant la mort?

Titanic d'en bas

« Tant que le navire n'a pas heurté l'iceberg, la croisière continue » (le même, sur le même sujet).

Si la croisière l'amuse, le DiCaprio des Charentes concède néanmoins que le naufrage demeure probable. Icebergs de tous les pays, unissez-vous!

Tétris social

« Game is over » (un représentant d'Imca, ex-futur repreneur d'Air Lib).

Qu'attendent les 3 200 futurs ex-salariés d'Air Lib pour aller lui coller sa console de jeu dans la gueule?

Mutisme communiste

« Il continuera dans la politique. Il ne va pas toujours rester muet » (Michel Maso, collaborateur de Robert Hue).

Hier sourd, aujourd'hui sans (beaucoup de) voix. Après la mutation, le mutisme, nouvelle stratégie du Parti?

Le gendarme fait de l'entrisme

« L'armée s'ouvre de plus en plus sur la société civile » (Matelly, capitaine de gendarmerie).

Oui, bon, ça on avait remarqué. Plus troublant nous paraît le fait que ladite « société civile » s'ouvre de plus en plus à l'armée...

L'île de Ré parle aux Français

« Les Français attendaient qu'il s'exprime et s'explique. Je suis heureuse qu'il l'ai fait » (Aubry, à propos de l'interview de Jospin dans le Monde).

Et nous, Françaises, Français, si tu savais, Martine... C'est bien simple, depuis qu'il a parlé, on nage en plein bonheur.

Intellectuel dégagé

« Je trouve sidérant que des centaines de milliers de gens de par le monde défilent contre une guerre qui n'a pas encore eu lieu » (André Glucksmann).

C'est comme ces cons qui se foutent une capote sur le gland « avant » le gros câlin, alors qu'on sait bien que c'est après qu'il faut la mettre: sidérant!

Choc frontal

« Cette affaire a percuté nos valeurs » (Pascal Cherki, adjoint au maire de Paris, au sujet de l'évacuation des sans-papiers du gymnase Jappy).

Selon nos dernières informations, la planète Delanoë aurait implosé sous le choc, se transformant en une pluie d'étoiles filant vite se planquer sous les tentures de l'hôtel de ville, tandis qu'un météore dont la taille, selon les astronomes, est à peu près égale à celle de la colère, de l'incompréhension, des hématomes des sans-papiers ayant eu la candeur de penser qu'un maire socialiste n'oserait pas réagir comme un ministre de droite, qu'un météore, donc, risquait bientôt de s'écraser sur la personne de Monsieur le Maire. C'est de la S-F? Non, c'est demain.

Fredo Ladrisse.

(sources: Libé, le Monde... et même TF1!)

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Rendre visible ce qu'ils veulent garder invisible

Festival des résistances au centre fermé 127 bis de Steenokkerzeel (près de Bruxelles) Dimanche 23 février 2003, 14 heures

LES CENTRES FERMÉS pour étrangers, appelés de façon officielle « centres pour illégaux » ou « centres de rapatriement », sont des lieux de non-droit où des hommes, des femmes et des enfants dont le seul délit est d'avoir cherché asile et protection dans notre pays sont enfermés parfois pendant de longs mois.

Lieux de non-droit parce que aucune loi n'en régit le fonctionnement. La vie à l'intérieur des centres dépend donc entièrement de l'administration et de ses règlements.

Lieux de non-droit parce que les droits de l'homme les plus élémentaires n'y sont pas respectés. Privations arbitraires de liberté, enfermement de mineurs, limitation des visites, du droit à l'information et du droit à une défense correcte.

Lieux de non-droit parce que les violences, psychologiques et physiques, sont inhérentes à leur fonctionnement. Intimidations, menaces, insultes, cellules d'isolement et contrainte sont le lot quotidien des « résidents » des centres fermés.

Lieux de non-droit parce que les centres fermés sont l'antichambre des expulsions, l'autre facette de la politique d'« asile » du gouvernement belge. Ces expulsions, de par leur caractère forcé, sont toujours violentes.

Cette réalité est niée par l'État belge qui, sous prétexte de lutte contre la traite des êtres humains ou l'« immigration clandestine », tente de faire passer les centres fermés pour des outils normaux et acceptables d'une politique visant à garantir la sécurité d'une « forteresse Belgique » soi-disant assiégée...

Le dimanche 23 février, le Festival des résistances veut « rendre visible ce qu'ils veulent garder invisible » et mettre en lumière la nature réelle des centres fermés: des camps de détention au service d'une politique systématique de criminalisation de l'étranger.

Le dimanche 23 février, toutes les participations sont les bienvenues, l'imagination est au pouvoir et les idées les plus inventives seront de la partie. Alors n'hésitez plus, rejoignez-nous, réalisez vos désirs sous forme de contestation, exprimez vos envies avec folie et créativité et vous aussi, à votre manière, « rendez visible ce qu'ils veulent garder invisible »...

Pour plus d'infos:

www.fortress-europe.org
collectif.resistance@caramail.com
0476/ 64 22 33

Transmis par Hertje

Alliance libertaire, Bruxelles

Festival des résistances au centre fermé 127 bis. Rendez-vous à 13 heures gare du Midi (Bruxelles); à 14 heures, rassemblement place du village de Nossegem; à 15 heures, départ de la manifestation vers le 127 bis. Le Festival des résistances est organisé par le Collectif de résistance aux expulsions et aux centres fermés dans le cadre de la Clic (Coordination pour la liberté d'installation et de circulation).

classes en lutte

Une nouvelle revue syndicale

AU CONGRÈS fédéral de Perpignan, en mars 2002, les syndicats de la Fédération des travailleurs de l'éducation (FTE-CNT) ont décidé d'éditer *N'autre école*, revue fédérale de débat et de réflexion qui complète *Classes en lutte*, le bulletin fédéral de lutte et d'informations syndicales et les bulletins locaux des syndicats de l'éducation.

Il s'agit pour nous d'offrir une tribune d'analyse et de combat à tous ceux qui œuvrent pour une révolution sociale, éducative et pédagogique. Chaque numéro sera l'occasion de confronter les points de vue et les pratiques des militants syndicalistes, pédagogiques, révolutionnaires, des chercheurs et des acteurs de terrain autour d'un thème. Notre ambition n'est ni de proposer un

l'école publique (n° 2, sortie prévue en février 2003), l'éducation comme outil d'émancipation, de résistance et de désobéissance (n° 3 à paraître au printemps 2003) sont les premiers thèmes abordés. Les contributions, les apports d'horizons variés ne manquent pas et confortent notre conviction que ce pari ambitieux peut être tenu, à condition que les moyens d'une telle entreprise suivent. C'est pourquoi nous invitons sans plus tarder chaque adhérent, chaque sympathisant, chaque militant, chaque observateur de la vie éducative à témoigner de son attachement à ce projet en s'abonnant au plus vite à la revue.

Le comité de rédaction de la revue

Au sommaire

N'autre école, une nouvelle revue, pp. 2 et 3. Édito, p. 5. L'identité professionnelle au cœur des luttes de transformation sociale: le cas de l'IUFM, pp. 5 à 8. Innovation... deux ans après, p. 9 et 10. IDD, TPE, TICE... quand s'agit-il des langues de bois, p. 11. L'innovation, un combat? Témoignage, p. 11. Itinéraires de découvertes en collège et interdisciplinarité, p. 12. Capitalisme-syndicalisme, même combat, p. 14 à 16. Changer la société/changer l'école Itinéraire de classe, pp. 17 et 18. La pédagogie libertaire: Stirner, Proudhon, Bakounine, pp. 19 à 21. L'école insurgée: de retour du Chiapas, p. 22 à 25. Lu, vu, entendu, pp. 26-27. *N'autre histoire*, p. 28.

N'autre école paraîtra trois fois par an, et chaque livraison comportera en encart le dernier numéro de *Classes en lutte*, le bulletin de la FTE. Le premier numéro peut être obtenu au prix de 2,50 euros. L'abonnement de base pour six numéros (3 livraisons par an) est de 15 euros (abonnement de soutien: 20 euros). Chèque à l'ordre de CNT (mention au dos: revue fédérale), à envoyer à FTE-CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.



bréviaire clef en main pour révolutionnaire de salon ni de publier un pensum universitaire « radical » mais de dégager des axes de lutte et de creuser la réflexion pour appuyer et étayer l'action quotidienne des militants, dans et hors la CNT. L'interaction et les contradictions entre le syndicalisme et le militantisme pédagogique (thème du n° 1, sorti à l'automne 2002), la défense conditionnelle de

Construire un groupe de la Fédération anarchiste dans l'Aveyron et les Bouches-du-Rhône ?

**Contactez le groupe Gard-Vaucluse très vite !
Agdir, BP 5018, 30900 Nîmes
groupe-du-gard@federation-anarchiste.org).**

La Poste état des lieux

CHACUN PEUT CONSTATER actuellement à qui profite le rapport de force dans les bureaux et les centres de tri. D'un côté, un encadrement de plus en plus autoritaire et répressif; de l'autre, un personnel qui se laisse aplâtrer, qui devient de plus en plus docile.

Le sentiment d'impuissance a rarement été aussi fort chez nos collègues qu'en ce moment, les récentes grèves contre les restructurations-35 heures s'étant très souvent soldées par des semi-échecs, voire pour les bureaux les plus malchanceux par des défaites magistrales.

Les raisons sont connues depuis longtemps, les grèves partielles, bureau par bureau, isolent le personnel d'un bureau en lui donnant le sentiment qu'il va en découdre tout seul avec sa direction.

Mais La Poste n'étant pas une PME, elle a les reins suffisamment solides pour faire face aux grévistes les plus déterminés, même dans les grosses « distris » parisiennes. D'autant plus que cela fait belle lurette que la boîte forme des directeurs de combat, aptes à gérer les pires situations de crise.

Il nous faut une grève générale illimitée, nationale, seule capable de contrer l'offensive libérale. Nous ne pourrions pas faire l'économie d'un mouvement national, fort et massif si nous voulons faire reculer la boîte.

Et que dire également de la bureaucratisation des syndicats, de leur accompagnement de plus en plus visible des projets de la boîte ?

Dans les grèves, des pratiques syndicales lamentables ont trop souvent dépossédé les travailleurs de la parole. Quand ce ne sont pas tout simplement des militants de section qui défendent les positions syndicales les plus foireuses dans certains bureaux, justifiant l'autoritarisme des directeurs. Dans ce contexte, la présence de militantes et de militants combattifs dans les gros appareils syndicaux sert de caution, d'alibi aux bureaucrates, les appareils se faisant mousser avec des exemples de luttes isolées afin de mieux dissimuler ailleurs des pratiques dignes de la collaboration de classe.

Oui, vraiment, il est plus que temps de renouer avec les principes du vieux syndicalisme d'action directe, celui des débrayages sauvages, du sabotage, de l'indiscipline assumée, revendiquée. Un syndicalisme incontrôlable, insaisissable que craignent les directeurs et leurs séides.

Les manifs antifascistes d'avril-mai 2002 ont montré un fort regain d'intérêt pour ces idées chez les jeunes et les travailleurs, les cortèges de la CNT y étant parfois plus imposants que ceux des autres syndicats et organisations. Il faut reconstruire un syndicalisme de lutte aux PTT!

Syndicat CNT-PTT Île-de-France

33, rue des Vignoles, 75020 Paris

Tél.: 01 43 72 09 54

Fax: 01 43 72 71 55

<http://www.cnt-f.org>

Permanence tous les jeudis de 14 à 17 heures

Opération « lycée mort » à Besançon

Au lycée Pasteur de Besançon, des lycéens se sont réunis autour d'un collectif pour lutter contre la réforme Lang-Ferry de l'Université et défendre les surveillants et les aides-éducateurs menacés par le projet de création des assistants d'éducation.

En tant que futurs étudiants, ils refusent de payer des droits exorbitants pour accéder au savoir et ils veulent pouvoir choisir, sans avoir à se soucier de la rentabilité d'un tel enseignement, la filière qui les intéresse. Ils voient la faculté comme un lieu de réflexion, qui forge un esprit critique, mais ce que propose cette réforme est totalement en décalage par rapport à cette vision. Elle prévoit un apprentissage orienté dans le but de former les étudiants à leur futur emploi. Elle met aussi en place des diplômes à points qui s'obtiennent pour une petite part en fonction des savoirs acquis mais surtout grâce à des stages en entreprise, l'engagement dans une association, etc. Le contrôle continu serait donc valorisé au détriment des examens terminaux. Tant pis pour les étudiants salariés, dispensés de ce contrôle continu. Sur ce dernier point d'ailleurs, cette réforme rejoint le projet d'assistant d'éducation. D'un côté, la faculté exclut ses étudiants salariés et, de l'autre, les surveillants sont chassés de l'éducation nationale (cf. article de Maxime dans *le Monde libertaire* du 30 janvier). Si Ferry prétend que les étudiants seront prioritairement recrutés pour devenir assistants d'éducation (ce qui reste à vérifier), ces mêmes étudiants ne pourront plus aller à l'Université, faute de pouvoir être dispensés de cours. Mardi 4 février, le collectif lycéen, sous l'impulsion de leurs surveillants et avec l'aide de quelques professeurs, a organisé une journée « lycée mort ». La plupart des cours n'ayant pas lieu, la majorité des élèves se sont réunis en assemblées générales pour s'informer de ces réformes et en débattre. Jeudi 6 février, la manifestation qui n'aurait dû rassembler qu'une petite centaine de surveillants et d'aides-éducateurs rassembla entre un et deux milliers de personnes, lycéens de Pasteur mais aussi de quatre autres établissements bisontins venus défendre leur droit à un enseignement objectif et gratuit.

Véronique
groupe Proudhon

Pour la Mairie de Paris

il faut bouter dehors les sans-papiers, qui font désordre.

DURANT LA MANIFESTATION des sans-papiers, organisée ce samedi 8 février entre République et Nation, ceux-ci décident d'occuper symboliquement le gymnase Jappy, situé dans le 11^e arrondissement de Paris, afin d'en faire le « quartier général » du mouvement¹. Or, dans la nuit du 9, les forces de l'ordre décident d'évacuer 150 d'entre eux, qui résident dans le gymnase depuis la veille. Sur simple réquisition des responsables de l'hôtel de ville, propriétaires du lieu et cela malgré l'intervention d'élus verts et communistes du quartier. Isabelle Morin, élue verte au conseil de Paris, constate « l'absence de discussion et de propositions pour une alternative de relogement, dans un autre local disponible à Paris² ». En revanche, la seule réponse qu'ont pu apporter les porte-parole de la mairie était que « la question des sans-papiers était posée au gouvernement et non à la mairie ».

Si la journée du dimanche s'était passée sans problèmes, vers 21 h 30 la police sarkozienne réussit à pénétrer dans le gymnase. S'ensuit une longue négociation avec les forces de l'ordre qui demandent « l'exécution de leur mission, dans des conditions de sortie honorables », tout en promettant aux militant(e)s présent(e)s, de ne procéder « à aucune interpellation ».

Or, les sans-papiers s'interrogent quant à l'ordre de réquisition, pourtant bel et bien donné par... la mairie de Paris. Mais, devant le refus des forces de police de procéder au recours à la négociation, les sans-papiers décident finalement de s'asseoir et crient devant le gymnase : « Sarkozy assassin, Delanoë complice ». Pascal Cherki, adjoint PS aux sports de la mairie du 11^e venu en renfort, fait mine de ne pas comprendre et avoue que « dans un tel contexte, il n'aurait personnellement pas pris la même décision que le maire ». Il demande néanmoins « à ce que l'évacuation ait lieu et se passe sans problèmes », dans « la dignité ».

Dans les faits et en dépit d'une dernière tentative de conciliation des représentants de l'arrondissement, qui essayent d'épargner les quelques enfants encore présents, les forces armées procèdent à l'évacuation musclée des occupants, et cela dès 23 h 30. La police tente également de disperser manu militari les militant(e)s présent(e)s. Pour autant, nous ne cédon pas aux menaces et décidons de rester. Les flics décident alors de durcir et d'accompagner les « directives de la mairie », en

surenchérissant en brutalités. Plusieurs opposants à l'expulsion sont blessés, dont deux grièvement, et quinze autres emmenés à l'hôpital Antoine voisin. Néanmoins, la résistance continue à l'extérieur du gymnase, et l'un des opposants à l'expulsion reçoit un coup de ranger en plein visage.

Mais qu'on se rassure : Georges Sarre, toujours maire du 11^e arrondissement de Paris et porte-parole du Mouvement républicain et citoyen, a confirmé le lendemain au *Figaro* « qu'il se montrait plutôt d'accord avec l'attitude de l'hôtel de ville, pour que le gymnase retrouve sa vocation naturelle ». Argument repris par Bertrand Delanoë, qui déclarait le même jour, pour justifier cette bavure, au même journal : « Mon devoir est d'offrir aux citoyens de Paris ce à quoi ils ont droit : des équipements publics [...] qui fonctionnent pour eux, les sportifs, les jeunes et, en particulier, ceux qui ne peuvent pas partir en vacances. Car on ne peut pas priver les administrés de l'usage du gymnase. » Et de renvoyer l'ascenseur et la « patate chaude » que représente le dossier des sans-papiers au gouvernement.

En résumé, les sans-papiers dérangent la mairie de Paris, et le gouvernement justifie ainsi l'intervention des forces de police, stratégie déjà mise en place par Julien Dray sous le gouvernement Jospin. Reprise par Sarkozy, elle a pour mission de « bouter hors de France » tout ce qui dérange la tranquillité des citoyens et des électeurs (jeunes et sportifs?). Citoyens que l'on prend, de plus en plus, pour des cons et que l'on envoie... directement à l'hôpital. Quand on n'envoie pas les sans-papiers vers la « case départ » sans plus oser parler de double peine, de condamnation, dans leur pays d'origine, et sans penser, en plus, à ceux et celles séropositifs ! Alors, que faire, sinon continuer à résister, au risque de s'en prendre, nous aussi, quelquefois « plein la gueule » ? Pour autant, nous ne la fermerons pas.

Patrick Schindler

groupe-claaaash@federation-anarchiste.org

1. Lieu symbolique d'occupation des sans-papiers depuis 1995, avec les églises Bernard et Ambroise, dont ils ont été encore récemment expulsés, après un accord tacite passé entre Nicolas Sarkozy et Lustiger (voir l'article du *Monde libertaire* du 16 janvier 2003).

2. Source : *Le Monde* du 12 février 2003.

Maxi-Livres

Maxi-Précarité



MARDI 10 décembre 2002, en pleine effervescence dans le temple de la consommation qu'est le centre commercial la Grande-Porte à Montreuil (Seine-Saint-Denis), en guise de cadeau de fin d'année, la chaîne

Maxi-Livres foutait Latifa, Maud, Elinor et Karine, les quatre salariées, sur la paille en fermant définitivement la librairie ouverte depuis onze ans.

La chaîne à la tête de hibou avait été reprise en 1997 pour 1 franc symbolique par le groupe Omnium (spécialisé dans le textile, famille Lascart) suite à un dépôt de bilan. Après avoir touché une subvention publique pour redresser l'affaire (tant qu'à faire, autant se maxi-sucrer), le groupe ferme des magasins (la vente des murs rapporte un maximum) les uns après les autres, évitant un plan social. Evidemment, l'engagement de garantie de l'emploi pris au tribunal de commerce n'a jamais été respecté.

Certes, la santé économique de la chaîne n'est pas fameuse, et les « efforts » de réorganisation de la direction s'avèrent être des échecs inquiétants.

Quand des salarié(e)s vindicatif(ve)s, et parmi eux et elles, celles de Montreuil dont Latifa Abed (responsable de la librairie et déléguée syndicale CGT), font part de leurs observations quant à la gestion répressive (salarié(e)s déresponsabilisé(e)s, soumis(es) à une pression continue de commerciaux régionaux) et dénoncent cette stratégie de fermetures-licenciements visant une centaine d'autres salarié(e)s (depuis décembre 2001, six fermetures), mieux vaut les éliminer et laisser ainsi les mains libres à la direction qui n'a rien à craindre d'une CFDT totalement à sa botte.

La direction n'en était pas à sa première tentative d'éliminer des effectifs Latifa Abed. En 2000, elle avait été sanctionnée au motif qu'elle aurait fait pression sur son personnel et avait été rétrogradée vendeuse avec perte de 4000 francs de salaire et mutation sur un autre point de vente. La manœuvre avait lamentablement échoué grâce à la mobilisation des autres élu(e)s. Persécutée pendant des mois par des cadres

dirigeants sur son lieu de travail, Latifa a même été convoquée devant les prud'hommes sous l'accusation de harcèlement de l'encadrement.

Aujourd'hui le magasin est fermé mais le tour n'est pas pour autant joué. Karine a été reclassée comme vendeuse dans un magasin en région Nord, Elinor est en congé maternité et des propositions de reclassement devraient lui être faites. Concernant Maud et Latifa, aucune recherche sérieuse de reclassement n'a été faite par la direction et celle-ci a refusé d'élaborer des actions de formation.

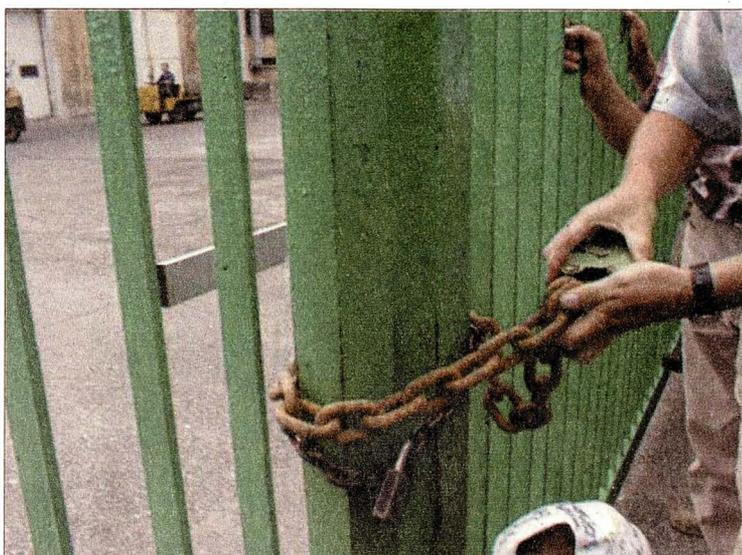
L'inspection du travail s'est opposée aux licenciements pour raison économique et n'écarte pas le lien avec le mandat de délégation. Néanmoins, faut-il s'étonner qu'aujourd'hui ce soit le statu quo? Afin d'éviter tout recours ministériel, la direction continue à faire des propositions bidons (genre quart temps avec perte de salaire à 100 km du domicile) laissant pourrir l'affaire.

Qu'à cela ne tienne, la CGT pourrait porter l'affaire aux prud'hommes ou même au Tribunal de grande instance pour discrimination. Hélas, il n'en est rien; bien qu'il suffisait de traverser la rue pour passer du siège confédéral de la CGT (Porte de Montreuil) à la librairie, on peut déplorer la quasi-passivité de la Conf' et des Unions locale et départementale. Faut dire que Latifa Abed est militante du réseau Stop-précarité et qu'elle semble trop radicale pour la cégèt! Syndicalisme de collaboration, pardon d'accompagnement...

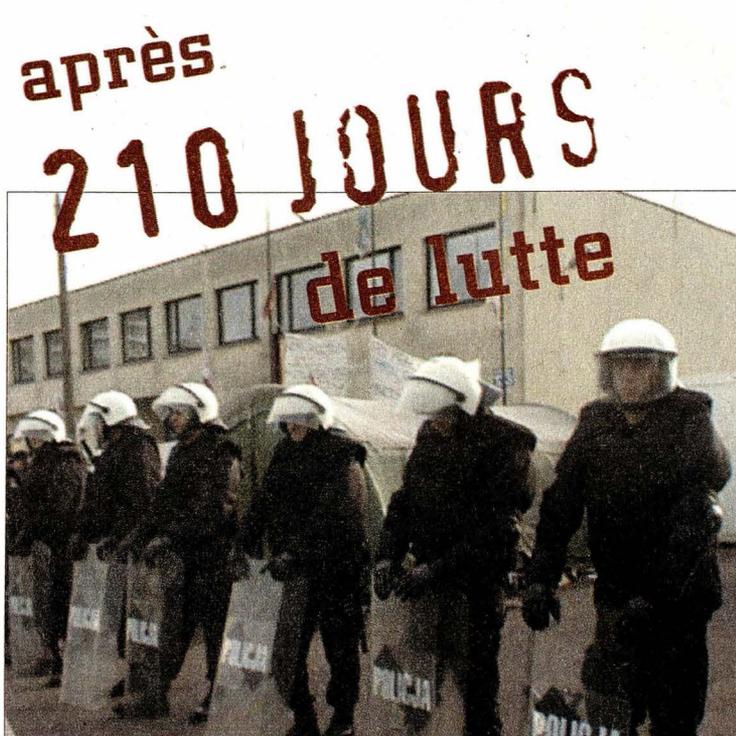
Alors? Plus que jamais une mobilisation collective s'impose face au cynisme, au mépris, à l'hypocrisie de patrons archaïques et répressifs (tiens, un pléonasme) et de syndicats jaunissants. Contre la répression anti-syndicale! Pour les droits de Maud, Latifa et Elinor! Nous vous proposerons prochainement une série d'actions concrètes. À suivre donc.

Laurent
groupe de Montreuil

Erratum
Contrairement à ce qui était annoncé dans *le Monde libertaire* n° 1307, le jugement des « 17 » de NoBorder sera rendu le 27 février et non le 27 mars.



Malgré une forte résistance, les flics sont parvenus à chasser les grévistes.



Pologne

l'usine d'Ozarow est évacuée, le combat continue !

DEPUIS DES MOIS, les ouvriers de l'usine de câbles d'Ozarow (dans les environs de Varsovie) sont en lutte après l'annonce de la direction qui cherche à liquider les ateliers pour transférer la production à Oswiecim (village de Pologne plus connu sous son nom allemand: Auschwitz) où le patron pense trouver une force de travail moins chère. Le 16 novembre, une dizaine de membres de la Fédération anarchiste et de l'Initiative ouvrière de Poznan et de Varsovie sont venus passer la nuit dans l'usine afin d'aider les travailleurs à l'occuper.

Les syndicats officiels des usines de Szczecin et de Bydgoszcz, appartenant au même groupe, non seulement ont refusé de soutenir la lutte à Ozarow, mais sont allés jusqu'à écrire au gouvernement pour demander que les grévistes soient expulsés! La logique de ces syndicats est que si l'usine d'Ozarow ferme, les emplois seront conservés dans les autres sites. Ironie du sort, il est aujourd'hui question d'un plan de licenciements à l'usine de Szczecin. Les ouvrières refusent de croire que la base des syndicats de Szczecin et de Bydgoszcz ont approuvé le contenu de ces pétitions. Il a donc été décidé d'appeler à des piquets de solidarité à Szczecin afin de permettre une jonction des deux usines dans leur lutte contre les licenciements.

La police a tenté d'intimider les grévistes en organisant un entraînement antiterroriste dans le jardin d'enfants jouxtant l'usine. Des

types masqués et armés de fusils couraient dans la cour, au nom d'un prétendu « test » en cas de menace d'incendie. Ce fut une pression exercée à l'encontre des travailleurs en grève. Mais, malgré les efforts des autorités et de la police privée, les grévistes ont de nombreux soutiens dans le voisinage et, à chaque fois que celle-ci a tenté de pénétrer dans l'usine, les grévistes ont réussi à mobiliser des centaines de personnes en quelques minutes.

Le 26 novembre 2002, à 3 h 30 du matin, les flics privés essayent une nouvelle fois de chasser les ouvriers qui passent la nuit dans l'usine. Un ouvrier, blessé, doit être transféré à l'hôpital. Les pompiers volontaires de la ville interviennent et chassent à coups de lance à incendie les miliciens du patronat. Mais, à 4 heures du matin, ce sont les flics d'État qui interviennent et lèvent les barrages (le but principal de l'occupation était d'empêcher le patron de transférer les machines et les stocks de l'usine vers les deux autres sites du groupe). Au même moment, des ouvriers bloquent la route Poznan-Varsovie qui passe non loin de l'usine; les camions qui viennent pour prendre le matériel sont accueillis par des pierres. De nombreux routiers refusent de travailler dans ces conditions; dix grévistes sont arrêtés. Mais, en fin d'après-midi, une partie des machines et des stocks est transférée vers les autres usines du groupe. Les ouvriers d'Ozarow en étaient à leur 210^e jour de lutte.

Mais la lutte n'est pas finie pour autant. Le 28 novembre, les anciens ouvriers de l'usine, aidés par des habitants du quartier, des jeunes et des vieux, des femmes et leurs enfants, les supporters de l'équipe de foot, des syndicalistes et des anarchistes de toute la Pologne tentent de forcer les barrages de police afin de réoccuper l'usine. À ce jour, lors des affrontements entre flics et ouvriers, trois militants de la FA de Poznan ont été arrêtés. La lutte continue! À suivre.

Article paru dans *HOBOSY* n° 9

Sources: *anarchistes polonais*

Une camarade polonaise propose une campagne de fax pour protester contre la liquidation de l'usine d'Ozarow. Une filiale existe en France: Metallfrance SA, 43-45, avenue de Clichy, 75017 Paris. Tél.: 01 45 22 27 81; fax: 01 43 87 23 81.

Les ouvriers d'Ozarow demandent aussi des négociations avec le gouvernement polonais, des courriers pourraient être envoyés à l'ambassade: Son Excellence M. Jan Tombinski, 1, rue de Talleyrand, 75343 Paris cedex 07. Tél.: 01 43 17 34 00; fax: 01 43 17 35 07. info@ambassade.pologne.net

Guerre et mondialisation

Claude Guillon

LA GUERRE MONDIALE tournante permet d'atteindre des objectifs énergétiques et géostratégiques classiques. Le prétexte particulier de la fabrication d'armes de destruction massive permet, en outre, de menacer ou d'agresser des États gênants sur le plan géostratégique (qui ne se trouvent pas sous contrôle des États-Unis ou dans la zone d'influence européenne), lorsqu'ils réussissent à maîtriser des technologies avancées, qui presque toutes peuvent servir à fabriquer lesdites armes.

Par ailleurs, l'état de guerre permanent décrété conjointement par les États-Unis et l'Union européenne me paraît avoir pour fonction à la fois de réduire ou de contrôler certains effets négatifs – pour le capitalisme – de la mondialisation, et de contenir les mouvements antimondialisation dans une opposition réformiste-propositionnelle.

Il doit être clair tout d'abord que la mondialisation est inhérente au système capitaliste. Dans ses manuscrits de 1857-1858, connus sous le titre de *Grundrisse*, Marx écrivait déjà : « La tendance à créer le marché mondial est immédiatement donnée dans le concept de capital. Chaque limite y apparaît comme un obstacle à surmonter.¹ » Beaucoup de responsables capitalistes ou de démocrates critiques s'avisent aujourd'hui que certaines conséquences de ce mouvement constitutif du capitalisme lui posent de sérieux problèmes.

Prenons l'exemple d'un discours prononcé le 14 janvier 2003 par Richard Haas, directeur du personnel chargé de l'élaboration de la politique étrangère du Département d'État américain (c'est en somme le DRH du ministère des Affaires étrangères). Ce monsieur s'inquiète des conditions actuelles d'exercice de la souveraineté, et il voit dans les « effets négatifs de la mondialisation » le danger principal qui menace la souveraineté des États forts, comme les États-Unis.

Il entend par mondialisation « tous les liens et interactions politiques, économiques, sociaux et culturels qui raccourcissent les distances et rendent les frontières traditionnelles plus perméables. [...] Une explosion de flux et de transactions transfrontières causée avant tout

par des acteurs travaillant souvent en dehors du contrôle effectif des gouvernements nationaux.

» La mondialisation – ajoute-t-il – doit être réglementée. Les pouvoirs publics doivent faire preuve de la volonté politique appropriée et dégager les ressources voulues pour reprendre la maîtrise des flux transfrontières qui menacent leur bien-être et leur sécurité. »

On distingue, au milieu de déclarations charitables, que Bush développera dans son discours sur l'état de l'Union, le souci très cynique de gérer les contradictions du système, tant en ce qui concerne le contrôle des flux migratoires que l'atténuation de « l'impact déstabilisant des flux financiers rapides ».

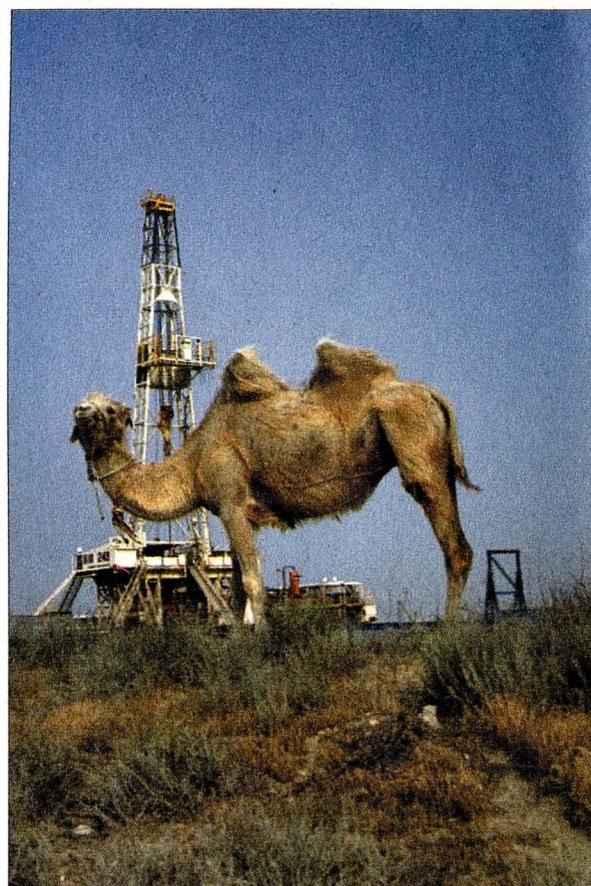
Pour atteindre ces buts de nature apparemment différente, le capitalisme use en fait de moyens unifiés. Les mêmes nouveaux moyens policiers de contrôle des déplacements et des communications serviront, avec le supplément de justification de la lutte antiterroriste, à pourchasser les clandestins surnuméraires et à assainir le système financier et bancaire international. Rappelons d'ailleurs que les mêmes députés d'ATTAC qui réclament davantage de flics et de magistrats pour lutter contre les paradis fiscaux ont voté la loi Sécurité quotidienne.

Au moment où les états-majors des groupes « antimondialisation » revendiquent l'appellation d'« altermondialistes », on voit que les maîtres du monde sont eux aussi, par force et non par souci humanitaire, des altermondialistes. C'est d'ailleurs le piège dans lequel se trouve le mouvement anti ou alter mondialiste, qui se félicitait bruyamment à Porto Alegre de son succès croissant, tant au point de vue du nombre de participants qu'il séduit qu'en ce qui concerne l'écho qu'il rencontre chez les politiciens : il se trouve menacé d'ONGisation accélérée². Dès aujourd'hui boîte à idées du système, il se trouve cependant lui aussi aux prises avec de nombreuses contradictions, avivées en son sein par des minorités anticapitalistes.

En travaillant à incarner le seul altermondialisme possible à l'intérieur du système, c'est-à-dire un altercapitalisme, les tenants du

Cet article est la seconde et dernière partie du texte publié dans *le Monde libertaire*, n° 1307, du 13 au 19 février 2003

« La mondialisation de l'état de guerre et de l'exploitation ne sont pas des excès ou des accidents du développement capitaliste, ce sont les manifestations mêmes de son développement. »



système, à Washington et à Davos, font coup double: ils tentent de procéder à de nouveaux réglages de mécanismes socio-économiques et géostratégiques qui leur échappent en partie. Dans le même temps, ils coupent l'herbe sous le pied d'un mouvement contestataire planétaire qui incarne certaines de leurs peurs. Ils l'utilisent doublement – ce qui n'est pas exclusif de la répression sauvage ponctuelle³ – en puisant dans son réservoir d'idées, et en paraissant être à l'écoute de groupes présentés par les médias du monde entier comme le *neg ultra* de la radicalité généreuse.

Il n'est pas dit pour autant que le système soit en mesure de gérer ces contradictions de manière satisfaisante. L'un des effets de l'état de guerre permanent décrété depuis le 11 septembre 2001 est de faire de ce qui était propre à l'état d'exception la règle commune et quotidienne. La généralisation de l'état d'exception, et des contraintes qu'il entraîne, suppose soit de disposer de moyens militaires et policiers considérables, soit de pouvoir maintenir constamment un esprit d'Union sacrée, donc de pouvoir convaincre la majorité des populations du bien-fondé d'une politique totalitaire (on peut bien évidemment panacher ces deux méthodes). Aucune de ces deux conditions ne sont et ne paraissent pouvoir être remplies.

Le mouvement anti-guerre qui se développe actuellement aux États-Unis dépasse en ampleur celui qu'avait suscité, assez tardivement, la guerre du Vietnam. De plus, il ne se cantonne pas à une revendication pacifiste classique motivée par un souci compassionnel envers les populations irakiennes bombardées. Il remet en cause les justifications mêmes avancées par l'administration Bush aux mesures d'exception. Plus important encore, il se situe également sur le terrain de la contestation sociale, dans un pays où le chômage, au plus haut depuis 8 ans, touche 8 500 000 personnes, soit 6 % de la population active. De plus, il ne rassemble pas que des radicaux blancs, mais des Américains d'origine latino ou africaine.

On peut penser que l'administration Bush est en train de dilapider une partie des bénéfices

de l'après-11 septembre dans son propre pays, sans parler de l'opposition à sa politique dans d'autres régions du monde, y compris chez ses alliés les plus empressés comme la Grande-Bretagne.

Nous sommes donc dans une période de crise pour le système capitaliste, où les conséquences logiques de son propre développement deviennent des entraves à ce développement. L'impérialisme américain, qui se considère à la fois comme le moteur économique, le père nourricier, le gendarme et le directeur de conscience du monde, a cru pouvoir (ou a pensé ne pas pouvoir se dispenser de) rompre avec les modes de régulations démocratiques de l'exploitation et de la domination. C'était un pari logique, mais risqué et déjà en partie perdu. Assumant et surjouant le rôle de victime fragile du terrorisme, l'administration américaine a tombé le masque un peu rapidement, en annonçant publiquement qu'elle allait désormais faire légitimement ce qu'en vérité elle avait toujours fait, au grand jour ou en secret.

Nous ne sommes pas les seuls à dire que le capitalisme, c'est la guerre, le meurtre, et la mise en coupe réglée de la planète! Nous ne sommes pas seuls à dire que guerre classique ou paix sociale signifient toujours la guerre aux pauvres. Aujourd'hui, la Maison blanche et le Pentagone le disent aussi! Ils ne le font pas par amour de la vérité, dans un but d'éducation, ou pour s'en repentir chrétiennement. Ils le font parce qu'ils pensent que c'est leur intérêt. C'est l'occasion pour les révolutionnaires, et singulièrement pour les anarchistes, de s'adresser à celles et à ceux qui s'opposent à la guerre ou à la « mondialisation ».

La mondialisation de l'état de guerre et de l'exploitation ne sont pas des « excès » ou des « accidents » du développement capitaliste, ce sont les manifestations mêmes de son développement. Nous ne sommes pas des « alter-capitalistes »; nous savons qu'il ne peut exister de « développement durable » ou « soutenable », pas plus qu'il n'existe de commerce « équitable », d'esclavage à visage humain, de guerre propre, ou de torture douce. Nous

n'avons aucun intérêt à militer pour un retour en arrière vers des stades du développement capitaliste supposés plus policés. Le système, lui, va de l'avant et se transforme de manière dynamique. Il n'existe pas de machine à remonter le temps dont nous pourrions négocier l'utilisation avec ses propriétaires. Nous sommes contraints d'avancer nous aussi vers nos propres buts, l'abolition de l'exploitation capitaliste, du salariat, et la construction d'une autre société, où les relations humaines seront une richesse inépuisable, que personne ne pourra s'approprier par la force ou la surveillance électronique. La révolution est à la fois le but que nous poursuivons et le moyen que nous proposons. En effet, c'est le projet révolutionnaire – communiste et libertaire – qui rend possible tous les autres projets de transformation du monde et des rapports entre les humains.

Même si la mondialisation de l'état de guerre a des répercussions partout, depuis les couloirs du métro parisien et les cités de banlieue jusqu'aux campagnes chinoises, la période actuelle n'est sans doute pas aussi défavorable qu'il y paraît à la popularisation de nos colères, de nos rêves et de nos projets. **C.G.**

1. Éditions sociales, tome 1, p. 347.

2. J'emprunte ce concept à Jules Falquet, « L'ONU, alliée des femmes? », *Multitudes*, n° 11, hiver 2003.

3. Y compris à Porto Alegre où la police a violemment réprimé une manifestation de 400 personnes, pour la plupart dévêtues, qui protestaient contre les brigades policières infligées à une jeune femme [indienne mapuche, Ndlr] qui s'était douchée nue (!) dans le camp de la Jeunesse du Forum social.

transformer le mo sans prendre le p

Marc Tomsin Entretien avec Jérôme Baschet*

M



Mister

Plus de 20 000 zapatistes ont occupé San Cristobal de las Casas le 1^{er} janvier 2003, ils n'avaient cette fois que leurs machettes ou bâtons de paysan en main. Après les prises de parole de Fidelia, Omar, Mister, Brus Li, Esther, Tacho et David, commandants de l'EZLN, ils ont quitté la principale ville du Chiapas le lendemain matin, non sans avoir démontré leur capacité d'organisation et leur esprit de résistance. « Nous connaissons le monde [...] parce que nous connaissons tous ces hommes et femmes de tous les pays qui sont arrivés dans nos villages, ils nous ont parlé de leurs luttes, de leurs mondes et de tout ce qu'ils font. À travers leurs paroles nous avons voyagé et nous avons vu et connu plus de terres que n'importe quel intellectuel », a expliqué Mister. En France, les médias ont ignoré la manifestation.

* Jérôme Baschet, auteur de *L'Étincelle zapatiste* (éditions Denoël, voir le *Monde libertaire* de l'été 2002)

MARC TOMSIN: Après vingt et un mois de silence, l'armée zapatiste (EZLN) s'est-elle isolée, affaiblie ou renforcée?

Jérôme Baschet: Le plus remarquable est sans doute que l'EZLN soit parvenue à franchir sans sombrer une passe très périlleuse et ait pu surmonter l'énorme déception des lendemains de la Marche de la dignité indigène, il y a tout juste deux ans : une marche qui a été un succès par l'ampleur des rencontres et des mobilisations qu'elle a suscitées, mais qui n'a eu aucun résultat en termes législatifs. Il y a eu là un moment de découragement qui a sans doute été très difficile à surmonter, mais qui l'a été. Je crois que c'est le principal acquis de cette période.

Par ailleurs, il y a sans doute une usure qui continue à se faire sentir, qui n'a pas commencé avec la marche mais qui a continué malgré la marche. Une difficulté à maintenir l'esprit de résistance des communautés dans des conditions matérielles très précaires. Il y a sûrement des gens qui ont quitté l'organisation, mais le fait d'avoir surmonté cette épreuve est le signe d'une force indéniable. On aurait pu penser qu'après une épreuve de cette sorte l'EZLN allait tomber en déliquescence, se dissoudre. C'était l'une des hypothèses possibles. Cela n'a pas été le cas, l'organisation a résisté, elle a fait la preuve de sa capacité de mobilisation lors de la manifestation du 1^{er} janvier de cette année, très importante par son ampleur mais aussi par le degré d'organisation qu'elle a démontré. Donc, malgré le rétrécissement de l'espace des communautés zapatistes, il y a un acquis, une démonstration de résistance très importante.

Marc Tomsin: Avec la réapparition des zapatistes et la fin du silence de leur commandement, y a-t-il un durcissement de leurs positions vis-à-vis des partis politiques, particulièrement du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche)?

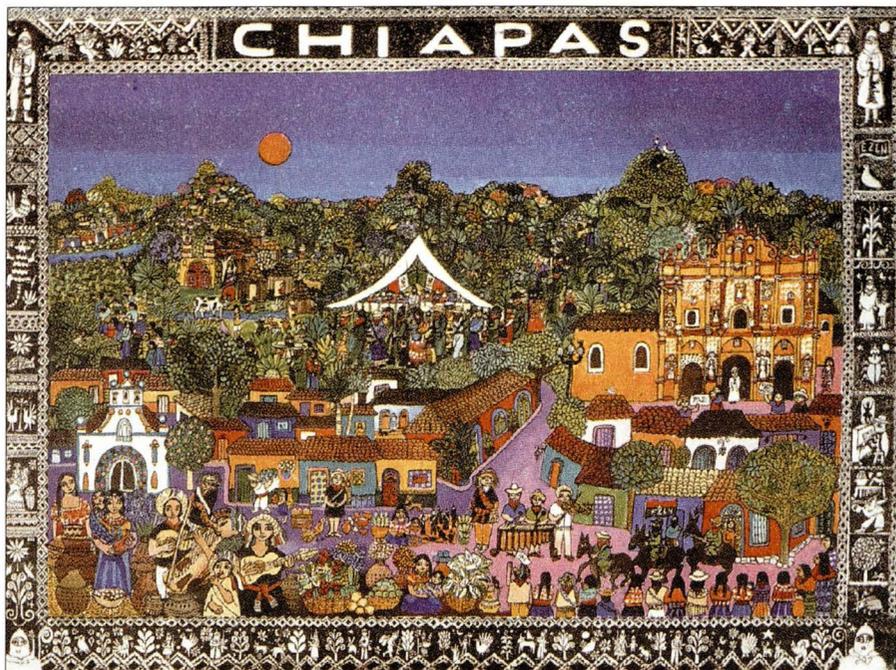
Jérôme Baschet: Réapparition, oui, indéniablement; fin du silence, c'est le moins

qu'on puisse dire, puisque nous sommes maintenant soumis à une rafale de communiqués, au rythme d'un tous les deux ou trois jours, à peu près. Réapparition publique lors de cette manifestation du 1^{er} janvier, avec son caractère impressionnant et symboliquement très fort, c'est clair. Mais je ne vois guère de durcissement de la position de l'EZLN et pas d'inflexion très sensible. L'attitude très dure à l'égard des partis politiques en général et en particulier du PRD n'est pas vraiment nouvelle. Il y a beaucoup d'antécédents à cette attitude qui a certes un peu varié au gré de la conjoncture politique, notamment aux moments où le PRD appuyait les demandes zapatistes et indigènes en général. Cette posture des zapatistes est logique, compte tenu de la participation du PRD et en particulier de ses sénateurs au vote de la contre-réforme indigène. Ce vote du PRD a été dénoncé très clairement au lendemain de l'approbation de la contre-réforme, fin avril 2001, et l'EZLN a alors lancé des mots très durs contre la « trinité infernale » qui incluait aussi bien les politiciens du PRD que du PAN ou du PRI. C'est aujourd'hui la même chose qui ne fait que s'amplifier. Les zapatistes ont toutes raisons d'être furieux à l'égard d'un parti qui se dit de gauche et qui a voté avec les autres forces politiques représentées au Parlement cette loi tout à fait contraire aux demandes des zapatistes et des indigènes en général. C'est assez logique.

Marc Tomsin: Que penser de l'incompréhension que rencontre aujourd'hui le mouvement zapatiste dans les médias¹ en France? De la charge contre Marcos et l'EZLN pratiquée par les magazines de la « gauche cathodique » (*Les Inrockuptibles 2*, *Télérama*, etc.) au sujet de la correspondance sur la question basque comme de leur silence total après la manifestation du 1^{er} janvier?

Jérôme Baschet: Il me semble que ce n'est pas un phénomène nouveau. On le constate depuis 1994, et plus encore depuis la rencontre « intergalactique » de 1996. Le discours

nde ouvoir



de la presse française en particulier, mais aussi d'autres pays européens, est catastrophique. J'ai l'impression que, dans le cas récent de la polémique autour des échanges de Marcos sur la question basque, on assiste en fait à la reprise des archétypes que les médias ont construits sur les zapatistes et sur le personnage de Marcos depuis 1994: un mouvement anecdotique, anachronique, réductible à la dimension médiatique de son porte-parole (par parenthèse, l'idée d'un Marcos omniprésent dans les médias fait un peu sourire, surtout en France) et à son répertoire exigü de symboles qui deviennent des obsessions pour les journalistes français comme le fameux passe-montagne. Il y a peu, un hebdomadaire faisait encore une fois sa une sur le passe-montagne de Marcos, mais déjà, en décembre 2000, *Le Monde* passait par pertes et profits l'essentiel d'une conférence de presse de Marcos et focalisait l'attention sur l'annonce supposée d'un renoncement audit passe-montagne. Ce sont les mêmes stéréotypes qui fonctionnent, qui sont repris inlassablement d'article en article avec, dans certains cas, une intention de nuisance évidente, une malveillance qui utilise tout ce qui peut servir à déconsidérer les zapatistes et Marcos en particulier, avec la plus évidente mauvaise foi. Parler, par exemple, du « soutien ahurissant (de Marcos) aux terroristes de l'ETA » (*Télérama* du 8 janvier 2003) est un mensonge pur et simple, puisque de tout ce dossier on peut ne retenir qu'une seule chose, c'est que, dans ses deux lettres à l'ETA, Marcos dénonce très clairement les méthodes et les principes d'une organisation qui « a fait de la mort de la parole son négoce » (avant-garde auto proclamée qui prétend agir en représentation de tout le peuple basque, certitude de détenir la vérité absolue qui conduit à « tuer tous ceux qui ne souscrivent pas à cette vérité », recours au crime, attentat contre la vie de civils, réponse aux mots par des balles). C'est aux antipodes de tels principes que se situe l'EZLN et il suffit de lire ces deux textes pour voir qu'il n'y a pas

d'effort minimal d'information dans presque tous les articles parus sur ce thème.

Marc Tomsin: De jeunes Tzotziles, Tzeltales, Choles, Tojolabales... nés, comme l'EZLN, en 1983, vont avoir vingt ans. Cette nouvelle génération s'est-elle transformée avec ce mouvement?

Jérôme Baschet: C'est une préoccupation évidente des zapatistes. L'attention qu'ils portent à la mise en place de projets éducatifs, qui sont devenus maintenant réalité, montre bien qu'ils ont ce souci de former de nouvelles générations, zapatistes ou non, mais en tout cas engagées dans la résistance et la lutte. Ces jeunes sont là, on sent leur enthousiasme et leur énergie. Mais en même temps que va-t-il advenir du mouvement zapatiste et, de manière plus générale, de la lutte indigène dans un contexte qui est très difficile? Ces acquis et ces germes d'avenir sont là, mais encore faut-il que les conditions permettent que cette résistance se développe et ne s'épuise pas. Le risque d'affaiblissement est toujours présent, et tout cela conditionne la possibilité pour ces germes d'espérance de se développer vraiment.

Marc Tomsin: On a parlé, au sujet des origines du zapatisme, des « matrices » dont ce courant serait issu, comme la théologie de la libération, certaines tendances du marxisme ou de l'anarchisme (Flores Magón) au Mexique. Une recherche sociale comme celle de John Holloway semble à son tour influencée par l'expérience du mouvement indigène au Chiapas. Le zapatisme est-il devenu lui-même une matrice?

Jérôme Baschet: Une matrice, je ne sais pas. Le terme correspond peut-être mal à l'indéfinition revendiquée par les zapatistes. Qu'il y ait des traces très fortes, des empreintes, sur les gens, sur les jeunes dans les communautés indiennes, c'est certain. On sent chez eux une possibilité de parler, une récupération de leur histoire en même temps qu'une ouverture sur le monde, une réflexion politique et morale en train de se fortifier, mais j'insiste sur la fragilité

de tous ces projets, de toutes ces réalisations en cours, parce qu'elles se font toujours dans des situations d'urgence, de difficultés très grandes et qu'elles peuvent être interrompues du jour au lendemain. Il n'y a pas de garantie absolue que tout ce qui est en train de se développer puisse réellement croître comme on le souhaiterait. Par ailleurs, vers l'extérieur, l'écho du zapatisme me semble indéniable. Il marque la pensée critique. Ce n'est peut-être pas très sensible en France, mais ça l'est dans d'autres pays, et certainement au Mexique. Il y a un apport du zapatisme à la pensée critique qui se fait sentir dans un livre comme celui de John Holloway³, *Cambiar el mundo sin tomar el poder* (el significado de la revolucion hoy), dont le titre - « Changer le monde sans prendre le pouvoir (le sens de la révolution aujourd'hui) » - est la reprise directe de l'un des thèmes principaux des zapatistes. La formule semble destinée à circuler amplement à travers le monde, de cercles de réflexion en publications et de publications en manifestations; elle amène certainement à reformuler les apports du marxisme et les traditions libertaires. Cette part toujours active du zapatisme est bien là, je crois.

1. La désinformation et le confusionnisme culminent avec les éditions Mille et une nuits, qui publient Marcos, le maître des miroirs, essai de Vazquez Montalban, et vont jusqu'à annoncer, en « quatrième de couverture », qu'après avoir « marché sur Mexico en 2001 » Marcos a signé un accord avec le gouvernement et, bien sûr, « ôté son fameux passe-montagne », révélant son identité.

2. Un certain Marc Saint-Upéry écrit dans l'hebdomadaire des BBB (bourgeois, blancs, branchés) une méchante diatribe contre « le sous-commandant en dessous de tout », accusé d'être « solidaire des tueurs d'ETA », et exige des « représentants de l'EZLN [...] une rectification de leur position ». Tout s'éclaire si on lit, dans le *Monde diplomatique* de janvier, du même Saint-Upéry, journaliste à Quito, un éloge de l'organisation indienne d'Équateur qui a « su combiner lutte sociale et pratique institutionnelle ».

3. Irlandais installé au Mexique, chercheur en sciences sociales de l'université de Puebla.

Le bon sens près de chez vous

Jean-Pierre Tertrais

L *LE CRÉDIT AGRICOLE HORS LA LOI ?* c'est le titre d'un livre paru en décembre 2001 (aux éditions Carnot) sous la plume de Jean-Loup Izambert, journaliste issu de l'enseignement agricole. Il « bénéficiera » de la censure du ministère de l'Intérieur (de gauche) : il ne fallait pas compromettre l'entrée en Bourse (en décembre 2001, précisément !) d'une banque au-dessus de tout soupçon.

Des racines mutualistes

Au XIX^e siècle, l'agriculteur français ne recherche pas d'engagements financiers importants : l'écoulement régulier d'une production modeste préserve son indépendance. Mais la modernisation des techniques de culture et d'élevage va le conduire à recourir au crédit. Jusque-là, les parents, les amis, les voisins venaient en aide ; les notaires constituaient le principal recours ; négociants en engrais, marchands de bestiaux, meuniers, propriétaires pratiquaient l'usure, avec des taux souvent exorbitants et des dessous-de-table. Répondant à une attente notamment des petits et moyens exploitants, les premières caisses de crédit agricole apparaissent, sous forme associative. En 1894, la loi du 5 novembre autorise la création de caisses de crédit agricole par les seuls syndicats. Les caisses régionales doivent être exclusivement agricole et mutuelles.

Outil politique et financier de l'État

À la veille de la Première Guerre mondiale, il existe 98 caisses régionales regroupant 236 860 sociétaires. Ce succès se comprend mieux quand on sait que l'État y engage des sommes de plus en plus importantes : de 1900 à 1913, la part des prêts du Crédit agricole couverte par les avances de l'État passe de 32 à 89,9 %. En 1921, lorsque l'Office national de crédit agricole se met en place, la Banque de France a déjà versé au CA 347,5 millions de francs depuis 1897. Peu à peu, l'État (se) construit un outil financier sur lequel il conservera la mainmise de manière plus ou moins directe.

Une dérive précoce

Prêts de complaisance, malversations, confusions de patrimoines, cooptation de notables véreux : la délinquance financière se développe si rapidement qu'en mai 1925 le ministère des Finances intervient afin d'obliger le Crédit agricole à respecter l'éthique bancaire ! C'est la bourgeoisie parisienne qui tient les rênes. La création de l'Office du blé (sic) par le Front populaire en 1936 permet au CA de consolider son implantation et de devenir la banque des agriculteurs et des ruraux. J.-L. Izambert s'interroge : « Ne s'agit-il pas avant la lettre, d'un "énorme paradis fiscal national", permettant le recyclage des fabuleuses sommes d'argent issues du marché noir ? » Tout de suite les grands mots ! Un peu plus tard, l'Occupation poussera le CA à s'organiser comme banque pour collecter les fonds des paysans. La Caisse nationale du CA est totalement réorganisée par le gouvernement collaborationniste, qui cherche à faire adhérer le milieu paysan à sa cause : le CA devient la seule banque française dont les dirigeants sont nommés par Vichy.

Un essor irrésistible

S'appuyant sur la bourgeoisie provinciale, sur de grands propriétaires terriens et sur une poignée de conservateurs, le Crédit agricole va accompagner l'agriculture sur les marchés de la croissance et de la modernisation. La cooptation, le cumul de postes, les carrières de père en fils, qui lui donnent des allures de caste, vont faire naître, puis développer, un esprit d'entreprise, une culture de groupe. Les années 60 et 70 vont assurer l'envol. Dans la plupart de départements, le CA collecte environ 40 % des dépôts ; de 1960 à 1970, 800 nouveaux comptes sont ouverts chaque jour. Et cela grâce à un travail systématique de prospection : « Ils visitent les fermes jusqu'à très tard dans la soirée, discutent au coin d'une table des problèmes de l'exploitation... ils font un peu partie de la famille », note Christian Bosséno, l'historien du CA. « Le bon sens près de chez vous » prend corps.



Un écureuil, mais un qui vole.

Jean-Pierre Tertrais est militant du groupe La Commune de la FA à Rennes.

CA : Corruption Affairisme

La concentration des pouvoirs, les réseaux tissés entre le CA, la FNSEA et le milieu politique vont accélérer le goût pour la spéculation, le plongeon vers les opérations tordues. Dans la destination des prêts, le choix sera vite fait : restauration, immobilier, tourisme. Les projets d'hôtels de luxe équipés d'instituts de thalassothérapie, les golfs de 18 trous ou l'investissement dans les industries agroalimentaires, beaucoup plus rentables, plutôt que le soutien aux petites fermes. Et pour cause : elles doivent disparaître. Bénéficiaires de prêts agricoles sans assumer la fonction d'exploitant, prêts non justifiés ou détournés de leur objet, faux et usage de faux, comptabilité falsifiée, escroquerie, abus de biens sociaux : la liste est longue, jusqu'à l'assassinat d'un journaliste (sur ordre d'un ancien administrateur du CA, responsable de l'UDR et du SAC) alors qu'il s'appropriait à publier dans le *Meilleur* une enquête explosive sur le CA.

Si, parmi les millions d'emprunteurs trompés, les agriculteurs ne sont pas les seules victimes (commerçants, dirigeants d'entreprise, etc.), ils paient (et bien entendu les plus modestes d'entre eux) un lourd tribut. Beaucoup sont au bord de la faillite. De nombreuses vies brisées à qui rien n'aura été épargné : harcèlement permanent, menaces de mort, bêtes empoisonnées, fermes incendiées, biens saisis avec la complicité de la justice, emprisonnement sur la base de faux documents. Nombreux sont ceux qui quittent la terre faute de pouvoir en vivre. C'est justement le but du jeu capitaliste !

Gérons notre argent

Des milliards de profits sur le dos des sociétaires qui, depuis des générations, font la richesse de la banque ! Profitant d'une libéralisation sans frein du marché de l'argent, le Crédit agricole s'est largement développé au plan international, s'implantant dans une soixantaine de pays, avec un goût prononcé pour les paradis fiscaux. Or, selon le Fonds monétaire international lui-même, ce sont plus de 2 000 milliards de dollars qui sont gérés sur les petites places financières offshore, et qui échappent ainsi à l'emprise des États.

« Aujourd'hui, écrit J.-L. Izambert, Crédit agricole Indosuez (Suisse) SA est sévèrement mis en cause dans plusieurs affaires très graves par des organismes de contrôle étrangers comme la Commission fédérale des banques en Suisse ou le parquet de Moscou. Des dirigeants nationaux sont également mis en examen dans d'autres affaires. » Allons-nous lâchement abandonner Sarkozy dans sa lutte héroïque pour la « tolérance zéro » ? Allons-nous encore longtemps accepter que des truands disposent comme ils le veulent de notre argent ou nous déciderons-nous enfin à les mettre hors d'état de nuire ?

en vrac



LA ZIQUE TECHNO-MACHIN ayant souvent tendance à me gonfler un peu, j'aurais pu penser qu'avec un nom pareil, ce groupe-là confirmerait la tendance. Que nenni ! Sur son tout récent CD démo, Miss Hélium allonge 8 titres qui secouent les tympanes et le reste. La rythmique est techno, pas de doute, mais loin de se réduire à cela, le style de Miss Hélium s'enrichit de furieux riffs de guitare qui punkifient franchement le tout. Et puis ces paroles, servies par la voix rauque et puissante de Tof, qui évoquent les appétits aussi insatiables que destructeurs du système capitaliste, et les servitudes auxquelles les hommes se soumettent, volontairement ou non. La révolte gronde derrière tout ça, explosant tout à coup sur des titres comme « Attaque la banque mondiale » (« et brûle le fric ! »). Les textes sont remarquables, à tel point que je me demande si Miss Hélium ne s'engage pas dans un genre de poésie anarcho-techno-punk à l'instar d'autres groupes comme Zygomatic Zone par exemple. Le CD est téléchargeable gratuitement sur leur site web, ce que je vous recommande de faire avant de les voir en concert (le 8 mars à Issy-les-Moulineaux, au Fahrenheit, le 22 mars à Tours...). Le groupe cherche d'autres dates de concert, avis aux assos et collectifs organisateurs...

Miss Hélium, c/o Niro, 19 rue Désiré-Charton, 93 100 Montreuil.

misshelium@diogene.ch - www.diogene.ch

IL EST DES ORGANISMES dont on devrait causer plus souvent. C'est le cas de l'Observatoire des libertés publiques dont le bulletin mensuel *Que fait la police ?* relève, de façon non exhaustive, les dérives, bavures, abus et autres injustices de ceux que l'on nomme abusivement gardiens de la paix (ou alors cette paix n'est pas la nôtre). Compilation de faits divers qui, rassemblés, dévoilent l'effrayant visage de la police. Elle montre aussi à quel point les pratiques sécuritaires nourrissent, paradoxalement, le sentiment d'insécurité, voire provoquent et justifient bon nombre de poursuites

pénales. Fait éclairant : les cas de figure où les flics assimilent la simple protestation d'un(e) citoyen(ne) à un outrage à policier sont de plus en plus fréquents. Rappelons au passage que la récente loi sur la sécurité intérieure prévoit une peine de six mois de prison assortie de 7 500 euros d'amende pour un tel « délit » (même s'il repose sur la seule parole du fonctionnaire de police). Que fait la police ? De la sale besogne qui tend à devenir chaque jour plus ordinaire, à tel point que l'Observatoire des libertés publiques appelle à constituer un Observatoire de la délinquance policière. Pas mal de boulot en perspective, donc.

Disponible en s'abonnant pour 10 euros à l'Observatoire des libertés publiques, 7/9 passage Dagorno, 75020 Paris. violet.fr@wanadoo.fr

L'ALBUM ÉPONYME de Green Beret, groupe underground de Tuscaloosa (en Alabama, ça, non ?), vient de sortir sur le label non moins underground Emergence records. 17 titres de grindcore un brin psyché, sans doute à cause des nappes de synthé qui ventilent allégrement la zique. Pour autant, ça ne tombe pas dans les extravagances baroques qui plombent une bonne partie de la production métal actuelle. Là, ce serait plutôt le contraire. Un peu comme si la famille Adams se mettait à faire du thrash hardcore. Vous voyez ce que je veux dire ? Non ? Bon. Les paroles, du moins ce que j'en ai compris, relèvent de purs délires chirurgico-botaniques (à propos, c'est fou ce que certaines plantes peuvent stimuler l'imagination). Bref, c'est intense, violent, bizarre et parfaitement inoffensif. Ah, si tous les militaires de la Terre étaient comme ces Green Beret-là...

7 euros port compris chez Emergence records, 29 rue Le Nostre, 76000 Rouen, vincemergence@hotmail.com, site web : www.emergencerecords.fr.st

André Sulfide

EN CONSEIL DE GUERRE

Pour fait de propagande (notamment à travers *le Libertaire*), Louis Lecoin comparait devant le deuxième Conseil de guerre le 18 décembre 1917. Pendant son emprisonnement, il reçut un ordre de mobilisation afin de rejoindre une unité combattante à sa sortie de prison. Il envoya une lettre au gouverneur militaire de Paris (voir encadré). Il ne fut même pas écouté, à peine avait-il pris la parole qu'elle lui fut brusquement retirée. Sans autre forme, il fut condamné – en son absence – à cinq années de prison militaire et à dix-huit mois de prison pour trouble à l'ordre public. Évidemment, Lecoin fut renvoyé au conseil de guerre sous le chef d'accusation « d'insoumission ». Voici le texte qu'il n'a pas eu le temps de lire au tribunal.

« Je pense fermement qu'un homme peut et doit se refuser à en assassiner d'autres. La guerre fomentée par le capitalisme mondial est le pire des forfaits, je proteste contre lui en ne répondant pas à l'ordre de mobilisation. En n'obéissant pas aux injonctions de la soldatesque, en refusant de me laisser militariser, j'agis conformément à mon idéal anarchiste. Je suis logique avec mes idées et reste d'accord avec mon cœur qui souffre au spectacle de ces laideurs et avec ma conscience qui s'indigne que des individus accumulent tant de misères. »



Louis Lecoin

« **MA PRÉSENCE** sur ces bancs, la raison qui m'y amène, indiquent mon horreur de la guerre et ma réprobation pour les gouvernants de France, responsables au même titre que ceux des autres pays belligérants de ce massacre d'humains et coupables de le prolonger. Pour la Lutte sociale, pour mener le combat qui délivrera les masses laborieuses de l'oppression capitaliste, mes préférences sont acquises aux méthodes révolutionnaires et d'action directe.

» Si les circonstances s'y fussent prêtées, j'aurais employé, pour favoriser mes idées, pour stigmatiser pareille folie de destruction, des protestations moins bénignes que celle qui ne vaut d'être traduit à cette barre. Ainsi, mon refus de me laisser militariser doit être interprété, non comme l'acte, honorable certes d'un disciple de Tolstoï, mais comme celui d'un anarchiste qui, n'ayant pu œuvrer autrement selon la logique de ses convictions, souffre de son impuissance à enrayer les forfaits qui l'émeuvent et l'indignent, mais s'oppose à ce qu'on se serve de lui pour satisfaire des appétits inavouables.

» Vous, mes juges, je n'espère pas vous convaincre... Vous faites partie de la classe dominante qui a voulu la guerre.

» Donc vous ne reconnaîtrez jamais les vilains et cupides motifs d'ordre politique et économique qui firent que la bourgeoisie déchaîna cette calamité.

» Vous n'admettrez jamais non plus que les quatre militants que l'État jette chaque mois en pâture aux requins petits et gros, expliquent le jusqu'au-boutisme effréné étalé partout...

» Non, messieurs, je ne vous connaissais pas trop d'intérêts vous liant à la caste funeste qui vous paie. Aussi je n'établirai pas devant vous en détail les responsabilités que les puissants de la finance, de la métallurgie, de la politique, de la presse française, encourrent dans cette guerre. Responsabilités identiques, d'ailleurs, à celles de leur collègues et complices d'outre-Rhin; qu'ici les thuriféraires du pouvoir nous ont assez serinées.

» Puis le temps n'est pas aux discussions oiseuses; en de semblables époques, on n'échange pas ses vues, on les impose...

» Hélas! plus de quinze millions d'hommes tués n'apaisent pas la fringale des imposeurs sanglants qui disposent à leur gré de la vie et du bien-être relatif des foules. Les Rothschild, les Schneider, les Clemenceau, les Bunau-Varilla n'ont pas atteint leurs buts de guerre. L'occasion est unique d'emplir leurs coffres-forts. Peu leur importe que ce soit au prix de tant de sang et d'infamies.

» Reste à savoir si, pour la bonne fortune des bourgeois, les prolétaires alimenteront indéfiniment cet abattoir monstrueux. À la faveur des scandales qui éclatent de toutes parts, éclaboussant et démasquant les profiteurs du régime; en raison des misères incalculables dont ils supportent seuls le fardeau, les ouvriers, à l'exemple de ceux de Russie, qui tirent enfin les bénéfices de leur révolution, comprendront assurément qu'on les abuse et ce seront les dupes des promesses fallacieuses et des tirades patriotiques avec lesquelles les sinistres bateleurs Poincaré, Guillaume II, George V et autres Wilson les bernent et les font s'entre-détruire.

» Messieurs du Conseil de guerre, j'ai motivé mon refus d'aider à la guerre; vous savez les mobiles qui me guident et vous les apprécierez comme il vous conviendra.

» Vous pouvez me condamner...

» J'aurai satisfait aux exigences de ma conscience, et le grand contentement moral que je ressentirai fera que je subirai presque allégrement l'emprisonnement que vous m'aurez infligé.

» Je me consolerais encore de votre sentence en pensant que, tôt ou tard, malgré les soutiens du capitalisme fomenteur des guerres, les peuples que l'on martyrise aujourd'hui, se révolteront, s'affranchiront du joug qui les écrase et remplaceront votre société antisociale par une autre, dans laquelle ils éprouveront la joie de cheminer sur une terre féconde en joies pures, également réparties. »

Louis Lecoin

paru dans *Ce qu'il faut dire*

Faut-il brûler Bové pour soutenir Riesel ?

EN RÉPONSE à votre appel à soutenir René Riesel dans le *Monde libertaire* du 19 décembre, il faut être présent. En réprimant Riesel le pouvoir ne se trompe pas : René a été très actif au sein de la Confédération paysanne pour expliquer, au-delà du danger, ce que représenterait la diffusion des OGM en tant que contrôle économique, agronomique, culturel et politique sur la paysannerie par les multinationales. Cette approche a éclairé la Conf' pour s'engager dans cette lutte qui est devenue aussi celle pour l'autonomie dans les moyens de production. Elle rejoignait celle déjà commencée pour le droit de re-semer ses propres graines mis à mal par les semenciers. Peu avant l'action de destruction de semences OGM à Nérac le combat semblait perdu : les « bios » se contentant de demander des distances de sécurité, certains écolos de réclamer une filière sans OGM. Dès cette action, une partie de la Conf' a été très active sur ce sujet (dont Bové, activiste minoritaire dans le syndicat).

Alors pourquoi faudrait-il abattre la Conf' aujourd'hui pour défendre Riesel ?

Que signifie cette diabolisation d'un syndicat qui avait, avant la médiatisation de Bové, une certaine aura. La Conf' aurait-elle changé depuis le départ de Riesel ?

Très peu, dans ses institutions qui sont restées très verticales, seul changement : l'augmentation du nombre de secrétaires nationaux (de sept à neuf, ce qui est plutôt un bien) qui font marcher la boutique. Le comité national qui représente les départements n'a qu'un pouvoir de contrôle et les diverses commissions encore moins, elles ne font que des propositions.

Le pouvoir est au secrétariat. Quand Riesel a démissionné, il était l'un d'eux ; il a été également directeur de publication du journal *Campagnes solidaires* de juin 1995 à mai 1999. Belle carrière après seulement deux ou trois années de militantisme.

En 1998, René a voté l'adhésion de la Conf' à Attac. Je m'y étais moi-même opposé (texte dans *Campagnes solidaires* d'octobre 1998). Nous

compréhensions à l'époque ses raisons, j'ai moins compris son refus d'engager la Confédération paysanne dans un soutien à l'insurrection du Chiapas, aux rencontres zapatistes de Berlin (Marcos prélude de Bové ?) alors qu'il avait en charge les relations internationales. Nous avons été plusieurs à nous étonner de la rigidité dans l'organisation de la caravane des paysans indiens du KRSS et du manque d'infos sur ce syndicat qui a dû faire grincer bien des dents chez les féministes, chez les libertaires mais aussi à la Conf'. René en était le principal responsable. Les positions anti-loup relèvent plus d'un réflexe corporatiste que de la dialectique situationniste, mais il est vrai que René est éleveur de moutons ! Un débat sur le sujet de la cohabitation pastorale avec la faune sauvage a été quasi impossible, mais d'autres en portent aussi la responsabilité.

Nous pourrions passer à une analyse critique de José Bové, le temps me manquerait, mais Bové n'avait pas un tel pouvoir dans le syndicat à cette époque. Mon sentiment est que ces deux hommes représentaient bien un courant radical dans le syndicat qu'ils ont réussi à développer, mais pas d'illusions ! La Conf' n'a jamais été un syndicat révolutionnaire ni libertaire et encore moins situationniste.

La Conf' évolue sur un milieu majoritairement conservateur : petits propriétaires, fermiers aussi, de tradition catholique (influence encore très présente de la JAC, du CMR, du MRJC) ; elle est aussi issue d'une fusion entre les Paysans travailleurs (ambiance PSU) et la FNSP (ambiance PS) mais pas avec les « rouges » du Modéf. Nous avons donc évolué sur une base où les seuls éléments porteurs d'une profonde aspiration au changement proviennent d'une gauche chrétienne inspirée par la théologie de la libération en Amérique latine et aussi du néoruralisme depuis 1968 porteur d'idées plus écolo (les « bios ») et plus à l'extrême gauche. Tous ces petits et moyens paysans subissent durement la PAC (politique agricole commune) depuis les années 60, mais c'est en France que se formulera

clairement la critique du productivisme et, depuis une dizaine d'années, celle de la mondialisation.

Faut-il pour autant considérer la Confédération paysanne comme l'ennemi à abattre, « ceux qui n'ont rien à dire », comme le suggère cet appel, je ne le pense vraiment pas, et je trouve dommageable la manière dont est lancé cet appel. Je ne vois pas dans la sociologie actuelle de la paysannerie en France le moindre espoir pour qu'un autre syndicalisme plus révolutionnaire puisse naître (sauf à droite...). Nous ne sommes pas des « sans-terre » ni des ouvriers agricoles exploités, mais des petits paysans : c'est là une ambiguïté !

Le moment est pourtant propice pour que des évolutions puissent se faire en lien avec d'autres exclus pour des prises de conscience, nous sommes dans la même galère, nous exprimons notre solidarité avec les Palestiniens (cela ne nous fait pas que des amis), les sans-papiers, les sans-terre du Brésil, les petits pêcheurs à travers le monde. Le débat reste ouvert sur la résistance à la mondialisation, nous adhérons à Via Campesina, organisation mondiale des petits paysans dont les positions sur l'OMC sont plus sur un refus qu'un aménagement.

La starisation de Bové est un sacré problème, nous avons voulu en jouer pour sortir de la marginalité, le bilan est-il négatif ? Nous pourrions en débattre avec vous mais on ne peut réduire la Confédération à cet élément. Le problème de la grâce présidentielle est un autre débat plus mineur, car il est aussi l'affaire d'un homme qui n'a pas forcément envie de passer un an en taule. Qui l'en blâmerait (vous iriez, vous ?). Qui ne fait pas de concessions avec le système ? Vous ne voulez pas de Bové en héros mais qu'il ne s'avise pas de ne pas l'être ! De grâce (populaire !), ne nous divisons pas. Les urgences sont nombreuses, nous avons besoin de solidarité pour nous aider. Quel contact avec le monde agricole pouvez-vous espérer ?

Pascal Pavie

paysan dans l'Aude

Anarchist Studies

un miracle anglais *

Ronald Creagh



Oscar Wilde

Le lecteur britannique voudra bien excuser ce titre parfaitement journalistique puisqu'il donne dans le sensationnel et ne traduit pas la vérité. En effet, les Français tendent à appeler « anglais » tout ce qui se trouve de l'autre côté de la Manche, alors que cette revue comprend des personnes de multiples origines, galloise, écossaise et autres. Un de ses principaux rédacteurs appartient même au peuple new-yorkais. L'auteur tient à remercier de leur collaboration précieuse et précise Tom Cahill, Sharif Gemie, David Goodway et Martyn Everett. Il est seul responsable des erreurs de détail ou d'interprétation.

L LE ROYAUME-UNI peut s'honorer d'une grande tradition de réflexion libertaire: le philosophe William Godwin, les écrivains et artistes William Morris et Oscar Wilde, le critique Herbert Read, l'urbaniste Colin Ward, pour ne citer que quelques-unes des figures les plus connues. Le rayonnement du géographe Pierre Kropotkine, un des fondateurs du communisme anarchiste, y fut aussi très grand et a laissé des traces durables.

De Darwin à Bernard Shaw, une longue tradition de penseurs, d'écrivains et d'enfants terribles a su braver les opinions établies. Encore récemment ont brillé quelques grands, notamment sur les terrains de l'histoire, et l'on pense aux marxistes Eric Hobsbawm et Christopher Hill, celui-ci d'ailleurs assez proche des idées libertaires.

Le renouveau de l'histoire sociale, dont ces deux auteurs sont en partie responsables, incita à la création dans les années 1970 d'une conférence annuelle sur « passés et futurs alternatifs », carrefour académique honorable qui accueillait des historiens de la gauche libertaire, universitaires ou pas, dont une bonne moitié travaillent sur un domaine apparenté à l'anarchisme, la protestation et l'organisation au niveau de la base. Cet history workshop (atelier d'histoire) s'est réuni en des lieux différents, tantôt dans les provinces et parfois à Leeds, pendant quelque vingt ou trente années.

Ce carrefour accueillant allait abriter quelques chercheurs, en janvier 1985, qui se réunirent pour un atelier sur l'anarchisme. L'occasion avait été suscitée sur l'initiative d'un universitaire, David Goodway, participant à l'atelier d'histoire, qui organisa ce nouveau séminaire lors d'une rencontre en 1984 avec quelques chercheurs, dont Tom Cahill, Heiner Becker, Peter Marshall, Nicolas Walter et Carl Levy. Il fut décidé de saisir l'occasion de ces congrès pour susciter un atelier sur l'anarchisme.

Loin de se limiter aux militants convaincus, l'objectif fut de réunir des chercheurs de toutes tendances qui s'intéressaient à ce champ d'étude. L'atelier connut des activités intéressantes. En novembre 1985, Murray Bookchin vint exposer ses idées. Le groupe de recherche se réunissait trois ou quatre fois par an, et en outre David Goodway organisait un

carrefour anarchiste à l'occasion des conférences nationales de l'atelier d'histoire, mais personne ne cherchait à collecter les communications en vue d'une publication.

Plus récemment, le groupe organisa une rencontre plus « ouverte » lors de la Foire londonienne du livre anarchiste. Ces cercles rassemblaient une quinzaine et parfois jusqu'à vingt-cinq personnes, et elles se déroulaient dans une ambiance beaucoup moins crispée que d'autres réunions anarchistes. Les sujets traités étaient très larges: on discutait d'anthropologie, de l'approche anarchiste des transports, de la science-fiction, du situationnisme, etc. Et cela se terminait par un repas dans un restaurant végétarien.

John Purkis, à partir du Groupe de recherche anarchiste, organisa aussi pendant quelque temps un « groupe » nordiste, ce qui permit d'équilibrer le poids du collectif de Londres. Celui-ci, l'Anarchist Research Group, était animé par David Goodway, qui se chargeait de trouver des orateurs et des salles. Il y a trois ans environ, ce travail fut repris par Karen Goaman, qui déjà assumait la transmission des informations sur les dates de réunion.

Ces diverses activités entraînèrent l'édition d'un *Bulletin of Anarchist Research*, dont le premier numéro fut publié par Richard Alexander; les parutions suivantes se firent sous la responsabilité de Tom Cahill, et John Moore s'occupa des comptes rendus de livres. La publication commença avec six ou huit pages et grossit jusqu'à en avoir vingt-cinq.

Il n'y avait pas en fait d'équipe éditoriale. Tom Cahill aiguillonnait les collaborateurs pour obtenir leurs textes, travaillait parfois avec John Moore et consultait au besoin David Goodway.

Quand le besoin de changement se fit sentir dans le groupe (Cahill avait été présenté à Andrew Johnson, de la maison d'édition White Horse Press), ils décidèrent de reprendre la publication sous la forme d'une revue imprimée. Le dernier *Bulletin of Anarchist Research*, le n° 25, parut en automne 1991. *Anarchist Studies* était né, qui commençait son aventure, toujours sous la responsabilité de Cahill.

Un panorama de l'époque montre à quel point le projet était risqué. Sur le plan financier, sans doute, mais cela n'était pas nouveau,

bien que le Bulletin eût commencé à devenir rentable, grâce surtout au soutien plus ou moins tacite du département d'études politiques de l'université de Lancaster où travaillait Cahill. Mais les écueils apparaissaient tant du côté de la production intellectuelle que de celui du lectorat. Comme une grande partie du mouvement anarchiste, les intellectuels de la mouvance doivent choisir entre la nage à contre-courant ou la perche tendue par le système, une vie ingrate ou le succès plus ou moins grand selon le degré des compromissions.

Depuis quelques décennies au moins, dans le monde universitaire britannique, comme dans celui de France d'ailleurs, la créativité gît dans un cercueil. Tout le monde est invité à fréquenter la crypte, où l'on admire ses reliques, et ensuite les bureaucrates de service s'efforcent de toucher les dividendes de la visite. Les contraintes de carrière – l'obligation de publier tous les ans, l'individualisme forcené, les luttes intestines d'un système bureaucraté – engendrent des articles où le triomphalisme feutré de l'auteur rivalise avec la spécialisation bornée. En outre, le raz de marée du libéralisme se déploie sur un fond de scientisme positiviste. Méfiant à l'égard de tout ce qui ressemble à une activité théorique non « rentable », et donc d'une recherche à long terme, il ne connaît d'autre règle « scientifique » que la méthode : l'expérience et l'action sont les seuls juges. Sage précaution, en effet, car toute réflexion risquerait de mettre à nu l'idéologie sous-jacente. L'Université n'est plus un piédestal vers la recherche mais une passoire du marché de l'emploi.

Ainsi peu, d'universitaires s'intéressent à l'anarchisme de façon consciente et avouée, et par ailleurs les historiens de Grande-Bretagne se passionnent davantage pour les cultures non anglaises n'examinant qu'avec une longue vue les mouvements libertaires locaux. Le phénomène est d'ailleurs général : David Goodway estime que le monde anglophone ne compte guère plus de deux ou trois cents personnes intéressées par la recherche sur l'anarchisme, ce qui correspond à nos propres estimations.

Cette rareté des « spécialistes » apparaît dans le décalage qui existe entre le groupe éditorial présenté en couverture d'*Anarchist Studies* et l'équipe de rédaction. La première liste inclut des individus brillants et même prestigieux, mais ce sont surtout des prétendants, et leur contribution est très occasionnelle. On peut s'en consoler relativement : sans doute, contrairement à certains de leurs collègues de renom, ils refusent d'envoyer des réécritures sans originalité de leurs travaux antérieurs. Il en résulte que la réflexion créative est presque toujours le fruit de marginaux. Faut-il rappeler que bien des penseurs du XIX^e siècle qui ont franchi l'épreuve du temps n'ont jamais été des universitaires, à commencer par Marx, Engels, Proudhon ou Bakounine.

Le travail concret de rédaction est l'œuvre d'une équipe composée d'anarchistes plus ou

moins proches des milieux universitaires mais hors des institutions majeures comme Oxford, Cambridge, Lancaster, Londres, Durham ou York et, à quelques exceptions près, du corps des professeurs titulaires¹. En font partie des personnes insérées dans les milieux de la « gauche libertaire », tel Carl Levi, spécialiste de l'anarchisme italien, qui a longtemps assumé la responsabilité de la section des comptes rendus de livres.

Malgré les diverses limitations et difficultés que nous venons d'évoquer, cette « zone autonome temporaire » représente une avancée importante par rapport au passé, qui n'avait connu que des universitaires isolés. *Anarchist Studies*, comme le souligne Sharif Gemie, est devenu un lieu de ralliement des rebelles de l'univers académique.

Le faible tirage de la revue reste néanmoins un handicap : il n'incite pas les sommités à y proposer leurs travaux, et le faible nombre de spécialistes d'un champ particulier de l'anarchisme – par exemple John Cage et ses compositions musicales – ne permet pas toujours d'obtenir des articles d'un niveau souhaitable. Mais là encore, il ne s'agit pas d'un obstacle insurmontable : qu'un article retienne soudain l'attention du grand public et des médias, qu'une authentique communauté internationale de chercheurs intéressés par l'anarchisme se mette en place – et en route – que des échanges et des rencontres reprennent, que les groupes militants initient des équipes de recherche, et le niveau d'une revue s'améliore.

Le lectorat potentiel d'*Anarchist Studies* tend à congédier le passé, notamment cette histoire sociale dont l'enseignement scolaire l'a déjà écarté. La discipline, qui a connu quelques années prestigieuses, traverse présentement une crise. Ceux qui se réfèrent à la lutte de classes font figure de marxistes attardés.

Il faut dire que les disciples de Marx ont souvent fait l'amalgame entre classe, conscience de classe et conscience révolutionnaire, et que leur entrisme dans tout mouvement émergent a contribué à saboter d'importants mouvements, qu'ils tendent alors à qualifier de « petit-bourgeois ». C'est le cas, par exemple, de la multitude d'expériences coopératives ou de la significative contestation lancée par des groupes musicaux sous l'emblème des Sex Pistols et, plus proche des anarchistes, le groupe Crass. La morgue de ces milieux universitaires a créé un profond hiatus avec des jeunes, aujourd'hui incurieux de l'histoire, qui ont été mis en garde contre toute velléité libertaire, et qui seraient souvent les premiers surpris si on les traitait d'anarchistes. En dépit de leurs pratiques, les liens théoriques ne sont pas faits.

À contre-courant d'un monde qui ne s'intéresse qu'au présent, les organisations explicitement anarchistes, elles, s'engagent dans le mouvement contemporain avec des schémas du passé. Les militants jugent l'actualité à travers le prisme des expériences historiques plutôt que par l'analyse de ses multiples et



Mr Bean



complexes dimensions; le poids de convictions éthiques inoxydables, à l'abri de l'air du temps, incite à une vision dualiste de l'humanité, une diabolisation de l'adversaire, une fuite en avant dans l'intransigeance héroïco-révolutionnaire. Il n'est donc pas surprenant que les éditions libertaires publient des ouvrages remplis de suspicion pour tout phénomène nouveau et, le plus souvent, se contentent de réimprimer les « classiques ».

Ces multiples raisons font que la simple existence d'*Anarchist Studies* relève du miracle. Toute la question est de savoir si les miracles se répètent.

Au demeurant, la presse du mouvement compte de remarquables collaborateurs, recrutés dans les milieux les plus divers et qui sont ce que les Français appelaient jadis des « self-made-men », des gens qui ne doivent qu'à eux-mêmes leur réussite personnelle. L'exemple le plus lumineux, peut-être, est celui de Colin Ward, qui tient des chroniques régulières depuis des lustres. Ce personnage de tout premier plan a jeté des bases théoriques et concrètes pour un renouveau de l'urbanisme, de l'architecture; il propose un regard neuf sur l'enfant, la rue, le quartier, les squatters, et même le jardin; il a suscité un intérêt réel dans le grand public et touché un large auditoire. Aucun militant libertaire n'a pourtant cherché à poursuivre sa réflexion dans ces divers domaines.

Tout n'est pas noir cependant. Il existe d'excellentes revues comme *Social Anarchism* et *Fifth Estate* aux États-Unis, qui sont aussi lus en Grande-Bretagne, et dans ce pays paraît *The Raven*, précédé jadis par *Anarchy*. Mais *The Raven* va cesser sa publication, et cette presse de qualité ne correspond pas aux exigences académiques qui supposent que tout article, avant parution, soit examiné par un ou plusieurs experts reconnus, et que toute affirmation soit justifiée par des notes de bas de page.

Anarchist Studies a donc sa physionomie propre. Selon Tom Cahill, son premier éditeur, le choix se fixa sur un nom simple et clair, de manière à ce qu'il puisse être immédiatement compris par les bibliothécaires. Il s'agissait de s'assurer un soutien permanent par l'abonnement d'institutions culturelles.

Des efforts furent ainsi entrepris pour toucher les universités auxquelles participaient les divers rédacteurs. La croissance fut lente; elle plafonne aujourd'hui à une quarantaine d'institutions dans le monde anglophone. Mais la revue n'a jamais touché la base ni surtout les jeunes intellectuels en mal d'un sujet de dissertation.

De plus, une publication de qualité a besoin d'un milieu nourricier. *Anarchist Studies* en est actuellement privé par suite d'une double disparition, celle du Groupe de

recherche anarchiste qui, à l'origine, était relativement large et entretenait un feu intellectuel bien vivant, et celle des conférences annuelles du *history workshop*. Pourtant, bien des esprits progressistes étudient souvent des situations fort révélatrices de la mouvance libertaire.

Quant au militant de base, toujours soupçonneux lorsqu'il est en présence d'un intellectuel professionnel, il ne peut évidemment trouver dans une revue biannuelle une information sur l'actualité dans laquelle il est immergé. Il lui faut pour cela les journaux de parution plus fréquente.

La revue a ainsi continué, bon an mal an. En 1995, pour des raisons de santé, Tom Cahill a dû abandonner le travail éditorial, et celui-ci a été repris avec le volume IV de mars 1996 par Sharif Gemie. Celui-ci en conserve la responsabilité; on peut le contacter par l'Internet à l'adresse sgemie@glam.ac.uk.

Spécialiste de l'histoire de France, chercheur universitaire très actif, Gemie n'est pas un nouveau venu. Il avait rencontré Cahill et Goodway dès 1986 et contribué au *history workshop* à partir de 1988.

La publication n'est plus soutenue par un collectif de discussion. Le besoin de reprendre l'œuvre commencée par David Goodway se fait sentir; un bibliothécaire, Martyn Everett, associé depuis le début aux activités de l'Atelier de recherche anarchiste, va tenter de renouveler l'expérience.

Quel bilan peut-on tirer au seuil de la onzième année?

Sur le plan de la publication, la revue a trouvé son rythme de croisière. Elle a connu un succès modéré mais a très vite plafonné dans ses ventes. Elle vient d'être reprise par une maison d'édition, Lawrence & Wishart, jadis spécialisée dans les publications communistes. On peut en consulter le site à www.l-wbks.co.uk.

La publication sera ainsi présentée dans les stands de nombreuses librairies.

En ce qui concerne le contenu de la revue, chaque numéro, d'une centaine de pages, comprend actuellement quatre articles vedettes et, sous diverses rubriques, un nombre très important de comptes rendus.

Une partie notable des articles analyse le passé sous les angles actuels: l'écologie, la sexualité et l'amour libre, le féminisme, la culture des jeunes, les représentations anarchistes de l'avenir; et l'on revoit certains des « classiques », tels Malatesta (qui exerça une influence peu reconnue dans les pays anglophones), Reclus, Max Stirner, Kropotkine, Tolstoï ou Paul Goodman. Des figures plus récentes, comme Wilhelm Reich, John Cage, Murray Bookchin ou Noam Chomsky, apparaissent aussi. Les articles s'intéressent aussi à des auteurs de tous les temps, étrangers au mouvement, comme Locke, Nietzsche, ou Habermas, Feyerabend ou même Maffesoli.

Les problématiques contemporaines sont également discutées. Le champ d'observation ne se limite pas à l'étude de l'anarchisme, mais

embrasse heureusement des questions plus larges: le post-structuralisme, l'urbanisme, le développement durable, l'Internet, le municipalisme; une discussion avec Murray Bookchin, l'écologiste américain, se poursuit dans plusieurs numéros, témoignant de son impact en Grande-Bretagne. Les études de la musique et surtout de l'art reçoivent une place honorable. Mais ce sont surtout les résumés critiques et les comptes rendus de livres qui cernent l'actualité.

La revue s'est intéressée aussi à divers pays (la Corée, l'Allemagne, la France, le Japon, la Chine, à l'Europe de l'Est, à l'Amazonie), et plus récemment aux sociétés musulmanes, bref dans une perspective qui est loin d'être insulaire même si elle n'a encore que timidement approché les questions urgentes de politique internationale. Mieux encore, elle voit de plus en plus collaborer des auteurs s'exprimant dans d'autres langues. Elle a ainsi publié des traductions de Pierre Bourdieu – une interview parue dans *le Monde libertaire* – et d'anarchistes espagnols et turcs.

Les illustrations de couverture font de plus en plus appel, avec bonheur, aux artistes contemporains. La reprise de la revue par un éditeur bien connu peut lui donner un nouvel essor. Si le poids écrasant de la culture dominante contraint la pensée libertaire à reconstruire son passé pour chaque génération et à procéder à l'auto-évaluation de ses concepts, *Anarchist Studies* joue bien ce rôle. Mais pour aborder les temps présents, il lui faut de l'audace, toujours plus d'audace!

À l'heure où l'anglais devient omniprésent, on peut souhaiter que les chercheurs appartenant aux autres familles linguistiques entreprennent, peut-être par cette revue, de se faire connaître aux lecteurs anglophones. Si des pays du tiers-monde n'hésitent pas à traduire ce qui paraît ailleurs, il est surprenant que les médias libertaires d'un mode d'expression aussi répandu que l'anglais ne réussissent pas à en faire autant. Néanmoins, chaque peuple et chaque langue possèdent leur dynamique propre, et l'apport extérieur, si précieux soit-il, ne saurait se substituer à celui du monde anglophone.

Quoi qu'il en soit, *Anarchist Studies* fait mieux que d'avoir le mérite d'exister. Elle interroge. D'autres revues, dans d'autres langues, pourraient entreprendre un dialogue. Le caractère international de l'anarchisme doit aussi apparaître parmi ses intellectuels. **R. C.**

1. Il y eut cependant à un moment donné quelqu'un de York, et aussi des participants de Londres.



Théâtre

Caserio anarchiste

Le 24 juin 1894, l'anarchiste Santo Caserio assassine le président de la République, Sadi Carnot, en criant: « Vive l'anarchie, vive la révolution! » Par son acte déraisonné, Caserio espérait délivrer un message. Mais son procès eut lieu à huis clos, et la divulgation de son discours fut interdite. Il sera exécuté huit semaines plus tard et son crime restera inutile.

PLUS D'UN SIÈCLE après l'assassinat de Sadi Carnot, Roger Défossez¹ nous présente une adaptation remarquable des trois jours de prison qui précède le procès de Caserio. Par une surprenante sincérité, l'acteur Philippe Bozo – Caserio – reprend tableau après tableau les fondements de l'idéologie anarchiste du XIX^e siècle pour tenter de donner un sens à cet acte. On y reconnaît sans peine les idées de Max Stirner, Bakounine ou Proudhon.

Homme déterminé, convaincu par son idéal, Caserio sème le doute, par un troublant réalisme, dans les esprits des trois autres personnages. Alors que le juge, représentant de l'ordre moral républicain, semble étonnamment séduit par cet utopiste « bibliomane » dès le début de la pièce, le geôlier tâche de maintenir avec zèle son statut de gardien de l'institution pénitentiaire. Pourtant, d'entrée, il confie: « Au fond, toi et moi, c'est la même chose, on est en prison tous les deux. » Caserio mènera alors une habile dialectique pour conquérir la complicité de son compagnon exploité par l'État. En revanche, dans ses dialogues avec le juge, il refusera une à une les récupérations bien-pensantes qui l'invitent à plaider la démence ou l'embrigadement aveugle d'un mouvement terroriste. Enfin, le troisième personnage, Rosa, son amour d'un soir, introduit la dimension populaire sans laquelle les propos libertaires sonneraient creux. L'amour de Caserio pour Rosa incarne à lui seul toute la passion du militant pour ce peuple opprimé. Ce rôle fondamental érige cette prostituée naïve et éprise de liberté en une icône de la société exploitée du XIX^e siècle que Caserio s'était juré de libérer par son meurtre. La pièce se termine par l'explication de son geste aux jurés, laissant un spectateur partagé, comme Rosa et le geôlier, sur l'acceptation d'un acte aussi extrême au nom d'une idéologie.

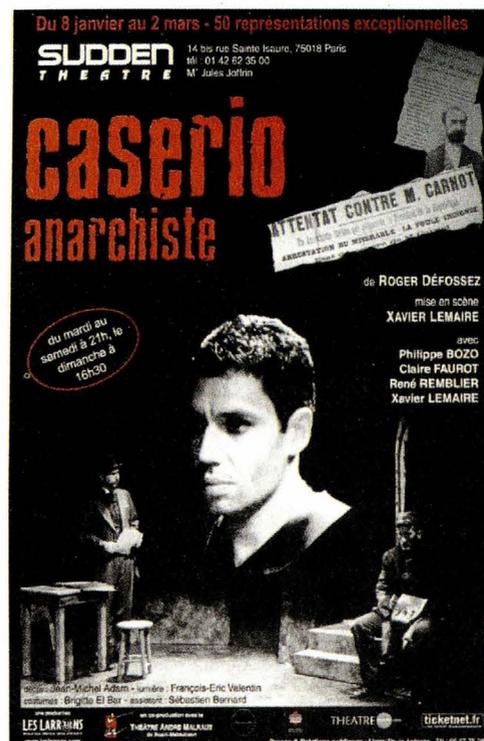
Peu de pièces destinées au grand public s'attardent sur la pensée anarchiste. Et on peut déplorer le premier degré des arguments développés par l'auteur. Aujourd'hui, heureusement, les actions des anarchistes ne se traduisent plus par des assassinats de chefs d'État. Pourtant, le public libertaire ne peut empêcher

une secrète satisfaction face à la fraîcheur des propos. On y retrouve avec plaisir les grands slogans séculaires: « La propriété, c'est le vol »; « La patrie, pour nous, c'est le monde entier »; « Ni exploités, ni exploités, ni maîtres, ni opprimés ». Ou des confessions plus intimes: « Je souffre devant cette société qui favorise les riches! »; « L'enfer et le paradis, ces deux mamelles qui alimentent la peur et l'ignorance du peuple ». Et on retrouve aussi les grandes lignes de la pensée anarchiste du XIX^e: « Seule une révolution violente peut conquérir les droits des travailleurs. » On reprochera d'ailleurs à l'auteur de véhiculer une image parfois obsolète de l'anarchie. Le choix du livre que Caserio réclame au juge est révélateur: Don Quichotte, il incarne cette image d'Épinal de l'idéaliste anarchiste perdu dans une lutte sans espoir contre les moulins à vent d'un système qu'on ne peut plus changer. Aujourd'hui, il est heureux de constater que ces discours ont su évoluer avec la société et que les actions anarchistes n'ont jamais perdu en pragmatisme. Pour beaucoup, l'espoir de changer le monde par une révolution armée s'est reconverti dans la construction jour après jour de contre-pouvoirs et d'alternatives autogérées. Les champs d'action se tournent désormais vers des combats tout aussi indispensables que l'écologie, le droit au logement, l'antipatriarcat, la lutte contre la société marchande ou les dérives sécuritaires.

Sans prendre parti, cette pièce d'un réalisme troublant fait l'état des lieux d'une pensée libertaire encore à cheval entre un idéalisme révolutionnaire et une contestation constructive des pouvoirs. Comme une provocation au milieu libertaire, ce message d'une étonnante actualité laisse alors poindre des questions essentielles: comment accueilleraient les anarchistes d'aujourd'hui un tel acte criminel? L'anarchisme de Caserio est-il encore complètement d'actualité? Où en est la pensée anarchiste du XXI^e siècle?

Olivier Leclercq

1. Auteur, entre autres, de la pièce *Offenbach, tu connais?* Les *Petites Femmes* de Maupassant, *L'Heure verte*.



Caserio anarchiste

Du 8 janvier au 2 mars
au Sudden Théâtre,
14 bis, rue Sainte-Isaure,
Paris 18^e

M^o Jules-Joffrin

Une pièce de Roger Défossez créée
le 5 juillet 2002 au festival off
d'Avignon, mise en scène par
Xavier Lemaire, avec Philippe Boso,
Claire Faurot, René Remblie, Xavier Lemaire.

Copinage

Fred Alpi est en concert le 21 février à 20 heures. C'est à la Boule noire, 120, boulevard de Rochechouart à Paris 18^e (Métro Anvers). Son nouvel album *Et les chiens mangent les chiens* est en vente à Publico (12 euros). Pour les « fauchés » l'intégralité de l'album est gratuite en MP3 sur www.fredalpi.com

Mercredi

19 février

Paris 11^e

Projection du film *D'une guerre à l'autre* de Béatrice Pignède et Francesco Condemmi à 19h45 au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Vendredi 21 février

Paris 20^e

Débat autour du livre d'Howard Zinn *États-Unis, une histoire populaire de 1492 à nos jours* à 20h30 à la Maroquinerie, 23, rue Boyer.

Samedi 22 février

Bordeaux

Permanence de l'Athénée libertaire, 7 rue du Muguet, par le groupe Emma-Goldman (FA) de 15h30 à 17h30. groupe-emma-goldman@federation-anarchiste.org

Brest

Rassemblement anti-lois sécuritaires et anti-répression à 14 heures place des Libertés.

Nancy

La casbah et l'association Agora vous informe de son concert de soutien pour un projet d'espace associatif qui devrait regrouper une librairie, une bibliothèque, un espace d'expo, et un coin informatique avec des systèmes d'exploitation et logiciels alternatifs. Avec Les Amis de ta femme, Melle et Les R12 rouge à la MJC Jean Savine (Villers Clairlieu) à partir de 20 heures. 8 euro en prévente uniquement à La Parenthèse et chez Voodoo culture (rue des quatre-églises).

Paris 1^{er}

Rassemblement de commémoration de la déportation du peuple tchécoslovaque à 13 heures près de Beaubourg.

Paris 1^{er}

Action RATP pour revendiquer le libre et égal accès aux transports en commun. À 14 heures place du Châtelet.

Paris 14^e

Cinq heures avec les prisonniers politiques Mapuches au Chili, projection de films, chansons, débat et théâtre de 15 à 20 heures à la mairie annexe, 12, rue Durouchoux. Organisé par France-Amérique latine, le Comité de soutien aux prisonniers politiques Mapuches et Tierra y libertad. Renseignements au 01 45 88 20 00 ; Paf : 5 euros.

Dimanche 23 février

Bruxelles

Festival des résistances au centre fermé 127 bis. Rendez-vous à 13 heures gare du Midi (Bruxelles) ; à 14 heures, rassemblement place du village de Nossegem ; à 15 heures, départ de la manifestation vers le 127 bis. Le Festival

Ris-Orangis

La CNT 91 organise la projection *Côte d'Ivoire, la poudre identitaire*, suivi d'un débat en présence de Adama Diomande de l'ADDL (Association pour la défense des libertés en Côte d'Ivoire) à 20 heures au théâtre du Funansombulle dans le CAES au 1, rue Edmond-Bonté (à côté de la gare de Ris Orangis, RER D).

Samedi 1^{er} mars

Bordeaux

Permanence de l'Athénée libertaire, 7 rue du Muguet, par la cantine Mac'No (avec repas ensuite). cantinemacno@hotmail.com

Marseille

Le Circa a fixé la conférence-débat sur le livre de Liliane Meffre et Carl Einstein *Itinéraires d'une pensée moderne* à 15 heures, au 3, rue Saint-Dominique.

Nîmes

Rassemblement antinucléaire à 15 heures devant la préfecture.

Drancy

Manifestation à 14 heures, départ des Quatre-routes de Drancy, à l'appel des mal-logés et du collectif de soutien pour le relogement de dizaines de familles et le droit d'usage à un logement décent.

Noyon

À l'initiative d'ici et d'ailleurs, *Des artistes pour la paix* contre l'intervention militaire en Irak de 9 à 19 heures au Petit Trianon, 13, avenue de la Gare.

Vendredi 28 février

Lorient

Conférence-débat avec pour thèmes *Les rapports hommes/femmes, une oppression jusque dans les relations privées; Viols, violences conjugales, voiles, inégalités économiques, partage des tâches ménagères, ordre moral: mais où ne sévit pas le patriarcat? et Les luttes féministes aujourd'hui pour l'égalité des sexes* à 20h30 cité Allende.

La véridique histoire du A cerclé

Samedi 22 février

Chroniques syndicales: à 11 h 30, les sans-logis.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, Dans cinq ans, il n'y a plus de coran avec Luiza Toscare (Paris-Méditerranée).

Lundi 24 février

Les destinées de l'histoire: à 18 heures, Emmanuel Leroy-Ladurie.

Mercredi 26 février

Blues en liberté: à 10 h 30, nouveautés et réédition.

Samedi 1^{er} mars

Chroniques syndicales: à 11 h 30, le commerce des livres, comment lirons-nous demain?

Lundi 3 mars

Les destinées de l'histoire: à 18 heures, Floréal, pour le Forum Léo-Ferré, enregistré sur place.

Mercredi 5 mars

Blues en liberté: à 10 h 30, nouveautés et réédition (suite).

Vendredi 7 mars

Jazz en liberté: à 22 h 30, Ronald Shannon Jackson and the Decoding Society, Patrick Forgas Band, Tony Williams, Tony Oxley quartet, Stu Martin trio, Dave Weckl Band, Magma, Jack de Johnette trio, Billy Cobham ensemble.

Mercredi 12 mars

Blues en liberté: à 10 h 30, Yank Rachel, mandoline et blues.

Vendredi 14 mars

Jazz en liberté: à 22 h 30, Dollar Brand quintet, Bertrand Ravalard trio, Randy Weston quintet, Keith Jarrett trio, Claudine François quintet, Matthew Shipp trio, Mal Waldron quintet, Antonio Faraó trio, Horace Tapscott quintet.

Mercredi 19 mars

Blues en liberté: à 10 h 30, piano et guitare, les duos country.

89,4 MHz
en région parisienne

LE A DANS UN CERCLE est un sigle si répandu, si connu et reconnu qu'on a fini par le prendre pour un symbole traditionnel de l'anarchisme, comme s'il avait existé depuis toujours. La rumeur le fait parfois remonter à la Révolution espagnole: l'œil des jeunes anarchistes est plus habitué à voir un A cerclé qu'une cible peinte sur le casque d'un milicien. Certains croient qu'il ferait référence à Proudhon, résumant son idée de l'Anarchie dans l'Ordre. En réalité, il s'agit d'un phénomène récent dans l'iconographie libertaire: le A cerclé a en effet été inventé à Paris en 1964 et réinventé à Milan en 1966. Deux dates, deux lieux de naissance? Voyons-y de plus près. C'est en avril 1964, sur la couverture du bulletin *Jeunes Libertaires* qu'apparaît le dessin d'un sigle que le groupe J. L. de Paris propose « à l'ensemble du mouvement anarchiste » par delà les différents courants et les divers groupes ou organisations. « Deux motivations principales nous ont guidés: d'abord faciliter et rendre plus efficace les activités pratiques d'inscriptions et affichages, ensuite assurer une présence plus large du mouvement anarchiste aux yeux des gens, par un caractère commun à toutes les expressions de l'anarchisme dans ses manifestations publiques. Plus précisément, il s'agissait pour nous d'une part de trouver un moyen pratique permettant de réduire au minimum le temps d'inscription en nous évitant d'apposer une signature trop longue sous nos slogans, d'autre part de choisir un sigle suffisamment général pour pouvoir être adopté, utilisé par tous les anarchistes. Le sigle adopté nous a paru répondre le mieux à ces critères. En l'associant constamment au mot anarchiste il finira, par un automatisme mental bien connu, par évoquer tout seul l'idée de l'anarchisme dans l'esprit des gens. »

Le sigle proposé est un A majuscule inscrit dans un cercle; Tomás Ibañez en est l'initiateur, René Darras le réalisateur. D'où vient l'idée, de la simplicité de réalisation (en particulier avec la méthode d'impression par stencils de l'époque!), du sigle antimilitariste déjà répandu du CND (Campaign for Nuclear Disarmament), d'autres inspirations? L'Alliance ouvrière anarchiste affirme l'avoir utilisé dans sa correspondance dès la fin des années 1950; mais il ne figure dans son bulletin qu'à partir de juin 1968.

La proposition des Jeunes Libertaires de 1964 n'a eu aucun succès, hormis quelques graffitis dans les couloirs du métro parisien – n'oublions pas qu'alors on imprimait soit sur stencils, soit en typographie classique, et qu'il aurait donc fallu réaliser un cliché au plomb figurant un A inscrit dans un cercle. En décembre de la même année, le A cerclé apparaît en titre d'un article signé Tomás [Ibañez] dans le journal *Action libertaire*. Le réseau

des Jeunes Libertaires, qui comptait au début des années 60 plusieurs groupes dans toute la France, s'est affaibli: les bulletins régionaux ne paraissent plus et le bulletin parisien sera en sommeil de 1965 à 1967; plusieurs « J. L. » seront par la suite aux premiers rangs du mouvement de Mai 68. Fin du premier chapitre.

Il faut attendre 1966 pour que le symbole du A cerclé soit repris et utilisé, d'abord à titre expérimental puis régulièrement, par la Gioventù libertaria de Milan, qui avait des rapports fraternels avec les jeunes Parisiens. Ces deux groupes ont été à l'origine du Comité européen de liaison des jeunes anarchistes (CLJA). C'est alors que commence la vie publique du sigle.

Les premières fois qu'on le voit, c'est justement à Milan, où il sert de signature habituelle aux tracts et aux affiches des jeunes anarchistes, parfois associé au signe antinucléaire et à la pomme des provos hollandais. Puis il s'étend en Italie et dans le monde entier; mais on n'a presque point vu de A cerclés pendant le mai parisien en 1968, les premières traces n'apparaissent guère qu'en 1972-73. C'est en effet au début des années 70 qu'explose la mode du A cerclé, que s'approprient et qu'imitent les jeunes anars dans le monde. Il connaît un tel succès que, selon un avis autorisé, si son

inventeur l'avait breveté il serait milliardaire aujourd'hui.

Pourquoi ce succès si rapide, si frappant? Il est dû aux motifs mêmes qui avaient fait proposer le sigle par les J.L.: d'une part il est extrêmement facile à dessiner, aussi simple que la croix, plus simple que la croix gammée ou la faucille et le marteau; d'autre part, un mouvement nouveau, jeune, en plein développement, avait appris à écrire sur les murs et se cherchait un signe de reconnaissance. C'est ainsi que le A cerclé s'est imposé de fait, sans qu'aucune organisation ni groupe n'ait jamais songé à en décréter l'utilisation, et en l'absence d'un autre symbole graphique international des anarchistes (qui utilisaient parfois une symbolique désuète, comme la torche en Italie).

Voilà donc la véridique histoire du A cerclé, faite de volonté consciente et de spontanéité: un cocktail typiquement libertaire. Toute autre histoire est légende.

Amedeo Bertolo, Marianne Enckell

Pour plus de précisions, nous vous renvoyons au bulletin n° 58 du CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme, mars-octobre 2002 d'où est extrait ce texte. CIRA, av. de Beaumont, 24, CH-1012 Lausanne, Suisse.
www.anarcabolo.ch/cira/ ou cira@plusloin.org

MOBILISATION

Alerte au plutonium

« **LE PLUTONIUM** est la matière la plus dangereuse que l'homme ait jamais élaborée. Il est extrait à La Hague à partir des combustibles nucléaires usés. Au delà de son utilisation militaire, l'industrie nucléaire utilise également le plutonium dans un combustible appelé Mox, dans lequel on l'ajoute à l'uranium. Une usine de préparation du Mox fonctionne à Marcoule (Gard), elle s'appelle Melox. Il est question d'en accroître la production pour compenser la fermeture d'un atelier correspondant à Cadarache (Bouches-du-Rhône), devenant beaucoup trop dangereux.

Pour cela une enquête publique entamée le 8 janvier et qui se terminera le 8 mars a été déclenchée dans notre région. À juste titre la population peut s'inquiéter de la présence, de la manipulation et du transport accru de substances aussi dangereuses. De plus, les récentes inondations dans la région, les secousses sismiques en Italie et les potentiels dangers terroristes sont d'autres éléments inquiétants liés à la sécurité relative des installations nucléaires. »¹

L'enquête, ils s'en foutent !

Les enquêtes d'utilité publique ne permettent pas aux populations touchées par des projets d'activités liées au nucléaire (pour ne parler que de cela) d'empêcher les nucléocrates de s'imposer, à Marcoule comme ailleurs. Pour illustrer ce point de vue, notons que les commissaires enquêteurs sont désignés par le tribunal administratif, et doivent recueillir les avis du public et se prononcer sur l'opportunité du projet.

Or, des militants de Greenpeace, interviewés par la presse locale, eurent la surprise de voir les commissaires enquêteurs être interrogés

à leur tour et argumenter contre les militants écologistes. Cette enquête n'est menée que sur onze communes (cinq dans le Gard dont Bagnols-sur-Cèze et six dans le Vaucluse dont Orange), ce qui minimise l'impact de l'enquête: pourtant, en cas d'accident, ce ne sont pas seulement onze communes qui seraient touchées par la pollution radioactive! Enfin, le représentant de la Cogema, au cours d'une émission sur Radio bleue le 13 janvier, évoquait l'augmentation de la production de Mox à Marcoule comme un « non débat ». Enfin, l'administration n'est pas obligée de prendre en compte l'avis du commissaire enquêteur. Ajoutons à cela que Areva, le géant français de l'industrie nucléaire et maître d'œuvre de cette production dangereuse est contrôlé par l'État, et vous aurez une idée de l'intérêt que nous pouvons porter à ce simulacre de consultation administrative...

La mobilisation contre l'enquête

Ne pas s'épuiser dans ce type de travail procédurier pour ne pas cautionner une enquête d'utilité publique ne veut pas dire rester muets. Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire dont les libertaires sont activement parties prenantes a décidé quant à lui de mobiliser. Une manifestation est donc programmée le 1^{er} mars à 15 heures devant la préfecture de Nîmes pour dire notre refus de ce transfert d'activités radioactives sur un site déjà dangereux. Nous souhaitons l'arrêt de toute production de plutonium et de Mox. Et au delà, les antinucléaires anarchistes auront à cœur de dire que c'est le nucléaire et son monde qu'ils combattent!

Daniel

groupe Gard-Vaucluse de la FA

1. Communiqué de presse du Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire composé des Alternatifs, Collectif rhodanien contre l'enfouissement des déchets, Sortir du nucléaire, CNT, No pasaran et FA Gard-Vaucluse.

Lyon

Les gones contre le Pentagone

ENTRE 15000 à 20000 personnes à Lyon ce samedi. Du jamais vu depuis un sacré paquet de temps pour une manif politique, plus que pour les retraites! Et un cortège libertaire énorme, au moins un millier de personnes, unitaire (FA, CNT, AL, OCL) regroupé sous une banderole qui a eu un certain succès y compris dans la presse locale: « Les États jouent au Golfe, les pauvres ramassent les balles ». La dernière fois que l'on avait vu autant de monde dans un cortège libertaire, c'était peut être pour l'incendie de la Plume noire en 1997. Comme nous avons pris l'initiative de la manif, nous nous sommes retrouvé en tête des organisations politiques, avec un cortège très dynamique. Quelques exemples de slogans « Prospérité pour les pétroliers, austérité pour les salariés, À bas toutes les armées », « Pétrole, ressources minières, voilà les vrais raisons des guerres humanitaires » ou encore « derrière le Pentagone, se cache le capital, les États jouent au golfe les pauvres ramassent les balles ». Un pas de plus vers l'unité d'action du mouvement libertaire qui a incontestablement montré sa force. Jean-Jack Queyranne, ex-ministre PS qui après s'être mis en tête de manif dans un bel exemple de récupération, a eu droit quand nous l'avons croisé à un petit rappel historique sous la forme de slogans « Va-t-en-guerre au gouvernement, ils tentent de nous faire croire maintenant, qu'ils sont pacifistes, halte à l'hypocrisie du Parti socialiste ». Si c'est une bonne chose que de nombreuses personnes soient descendues dans la rue pour affirmer leur opposition à la logique de guerre, il reste que pour nombre de personnes il s'agit plus d'une question de forme (l'absence de mandat de l'Onu) que de fond (l'opposition à toutes les guerres, à toutes les armées). Si la situation évolue et que la légalité internationale vient couvrir la Busherie, combien seront nous dans la rue? Et où seront les sociaux démocrates vert-de-gris? Nous avons quant à nous bien affirmé notre opposition de principe à toutes les guerres, toutes les armées car celles-ci ne servent que l'intérêt des États et des capitalistes, pour le plus grand malheur des populations. Un espoir vers une reprise de l'offensive sur le terrain social?

Sam

**Manifestation
à Nîmes le 1^{er} mars
à 15 heures devant
la préfecture**